



BCEAO

BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

**RAPPORT SUR LE COMMERCE EXTERIEUR
DE L'UEMOA EN 2012**



BCEAO

BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Siège - Avenue Abdoulaye FADIGA
BP : 3108 - DAKAR (Sénégal)
Tél. : +221 33 839 05 00
Télécopie : +221 33 823 93 35
Site internet : <http://www.bceao.int>

Directeur de Publication
Bassambié BATIONO

*Directeur de la Recherche
et de la Statistique*

Email : courrier.zdrs@bceao.int

Impression :

Imprimerie de la BCEAO
BP : 3108 - DAKAR



BCEAO

BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Direction Générale des Etudes Economiques et de la Monnaie

Direction de la Recherche et de la Statistique
Service de la Balance des Paiements

RAPPORT SUR LE COMMERCE EXTERIEUR DE L'UEMOA EN 2012

Novembre 2013

SOMMAIRE

	<i>Page</i>
Liste des tableaux, des graphiques et des encadrés.....	3
Sigles et abréviations utilisés.....	5
Avant propos	6
Principaux messages	7
Introduction	8
I. Contexte économique des échanges extérieurs en 2012	9
II. Evolution des exportations de l'Union en 2012	11
2.1. Evolution globale des exportations de biens de l'Union.....	11
2.2. Structures des exportations de l'Union.....	11
2.3. Destinations des exportations de l'Union.....	17
2.4. Contribution des pays aux exportations de l'Union.....	22
III. Evolution des importations de l'Union en 2012	24
3.1. Evolution globale des importations de biens de l'Union.....	24
3.2. Structures des importations de l'Union.....	24
3.2. Principaux fournisseurs de l'Union.....	27
3.4. Contribution des pays aux importations de l'Union.....	33
IV. Evolution du solde des échanges commerciaux entre 2011 et 2012	35
4.1. Caractéristiques globales du solde des échanges commerciaux....	35
4.2. Solde commercial par grand groupe de produits.....	36
4.3. Solde commercial vis-à-vis des principaux partenaires.....	37
4.4. Contribution des pays membres de l'UEMOA au solde commercial	38
Conclusion	40
Annexes	42

LISTE DES TABLEAUX, GRAPHIQUES ET ENCADRES *Page*

TABLEAUX

1	Evolution des exportations de noix d'anacarde dans les principaux pays producteurs de l'UEMOA (en milliards de FCFA)	16
2	Evolution des exportations de noix d'anacarde dans les principaux pays producteurs de l'UEMOA (en milliers de tonnes)	16
2	Principaux pays de destination des exportations de l'UEMOA	18
3	Matrice des échanges intra-communautaires en 2012	19
4	Répartition géographique des exportations de l'UEMOA	22
5	Contributions des pays de l'Union à la croissance des exportations	23
6	Principaux fournisseurs de l'UEMOA	28
8	Echanges de l'UEMOA avec les pays du groupe BRICS	29
7	Importations de l'Union en provenance des autres pays de la CEDEAO	31
9	Répartition géographique des importations de l'UEMOA	33
10	Contribution des pays de l'UEMOA à la croissance des importations	34
11	Evolution des termes de l'échange de l'UEMOA	36
12	Evolution du solde commercial par groupe de produits	37
13	Evolution du solde commercial par partenaire	38
14	Contribution des pays de l'UEMOA au solde commercial	39

GRAPHIQUES

1	Evolution de la structure des exportations de l'Union	12
2	Evolution du commerce intra-régional entre 2000 et 2012	19
3	Evolution des exportations vers les autres pays de la CEDEAO	20
4	Part des pays partenaires dans les exportations de l'UEMOA vers la CEDEAO	20
5	Evolution de la structure des importations de l'Union	27
6	Evolution des importations de l'UEMOA en provenance des autres pays de la CEDEAO	31
7	Part des principaux produits importés des pays de la CEDEAO	31
8	Part des principaux partenaires dans les importations en provenance de la CEDEAO	32
9	Evolution du solde de la balance commerciale entre 2005 et 2012	35

ENCADRES

Encadré 1 :	Exploitation du pétrole au Niger	13
Encadré 2 :	Développement de la filière anacarde au Bénin	16
Encadré 3 :	Evolution des échanges intra-UEMOA en 2012	19
Encadré 4 :	Evolution des échanges de l'UEMOA avec les pays du groupe BRICS	29

SIGLES ET ABREVIATIONS UTILISES

ACP	Afrique Caraïbes et Pacifique
AEN	Avoirs Extérieurs Nets
BCEAO ou "Banque Centrale"	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CAF	Coût Assurance Fret
CEDEAO	Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CEI	Communauté d'Etats Indépendants de l'Union soviétique
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement
FCFA	Franc de la Communauté Financière Africaine
FMI	Fonds Monétaire International
FOB	Franco A Bord (Free On Board)
M	Importation
Mbj	Millions de barils/jour
OMC	Organisation Mondiale du Commerce
PIB	Produit Intérieur Brut
PPTE	Pays Pauvre Très Endetté
UE	Union Européenne
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
UMOA	Union Monétaire Ouest Africaine
Union	L'ensemble des Etats membres de l'UEMOA
X	Exportation

AVANT PROPOS

L'élaboration d'un rapport sur le commerce extérieur au titre de l'année 2012 s'inscrit dans le cadre de l'approfondissement de l'analyse des comptes extérieurs des Etats membres de l'UEMOA. Les échanges extérieurs de biens constituent, en effet, l'une des principales composantes de la balance des paiements et sont, à cet égard, déterminants dans l'évolution de la position extérieure des Etats membres de l'Union. Ils représentent, en effet, environ 65% des flux de transactions courantes.

Ce rapport met en exergue les principales caractéristiques des échanges extérieurs de biens des pays de l'Union, à travers une analyse des structures par produit et par partenaire commercial.

A cet égard, les données analysées portent, sauf indication contraire, sur les statistiques douanières relatives au commerce général qui prend en compte les mouvements d'entrepôt. La valeur en douane est la valeur transactionnelle dont la mise en œuvre est entrée en vigueur depuis 2001, dans le cadre de l'application de l'accord de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) sur l'évaluation en douane. Les données analysées diffèrent des montants inscrits en balance des paiements. Elles font, en effet, l'objet de divers ajustements, avant d'être prises en compte dans la balance des paiements, notamment la déduction du fret et de l'assurance de la valeur CAF et la prise en compte des statistiques sur le commerce non contrôlé ou informel, afin de répondre aux principes de champ couvert, de chronologie et d'évaluation édictés dans le Manuel du FMI, dédié à l'élaboration des comptes extérieurs. Pour le calcul de la balance commerciale, les importations font l'objet d'une déduction du fret et de l'assurance, pour passer de la valeur CAF à la valeur FOB des marchandises.

Les agrégats régionaux sont obtenus par agrégation des informations par pays sur le commerce extérieur. Cette méthode conduit à une surestimation des données de l'Union dans la mesure où les montants obtenus incluent les échanges intra-communautaires. Toutefois, les échanges intra-UEMOA sont exclus de l'analyse de l'orientation géographique du commerce extérieur.

PRINCIPAUX MESSAGES

- *Les échanges extérieurs sont marqués en 2012 par une accentuation du déficit du solde commercial des pays de l'UEMOA, après une amélioration significative observée un an plus tôt, dans un contexte de détérioration des termes de l'échange. Cette évolution est induite par l'alourdissement de la facture alimentaire et énergétique, ainsi que l'accroissement des achats des biens intermédiaires et d'équipement.*
- *Le déficit commercial, établi sur la base des données douanières, est ressorti à 1.931,0 milliards FCFA contre 294,8 milliards FCFA en 2011 et 1.695,8 milliards FCFA en 2010.*
- *Le solde des échanges commerciaux de l'Union est ressorti déficitaire vis-à-vis de l'ensemble des principaux groupes de pays partenaires, à l'exception de ceux du continent africain. Le déficit le plus important a été enregistré vis-à-vis de l'Asie, en particulier la Chine.*
- *Les échanges intra-UEMOA ont progressé de 14,3% en 2012, contre une hausse de 18,1% un an plus tôt.*
- *Les exportations de biens des pays de l'UEMOA se sont accrues de 6,9% en 2012 contre 12,5% en 2011, en liaison avec la baisse des cours des principaux produits de base, le volume des exportations étant en hausse de 13,5%, d'une année à l'autre.*
- *A l'instar des années précédentes, la structure des exportations de l'UEMOA est dominée en 2012 par les produits pétroliers, l'or, les produits du cacao, le coton et les produits chimiques, avec des parts respectives de 21,5%, 20,5%, 15,0%, 5,5% et 4,5%.*
- *La part des exportations de l'UEMOA en direction de l'Afrique, premier client de l'Union, est ressortie en hausse de 2,8 points de pourcentage, passant de 38,2% en 2011 à 41,0% en 2012, en rapport avec le dynamisme des échanges commerciaux avec les pays de la CEDEAO, de la CEMAC et l'Afrique du Sud.*
- *Les importations ont progressé de 22,2% en 2012, contre un repli de 2,4% en 2011, imputable notamment à la hausse des prix des principaux produits importés sur les marchés internationaux.*
- *Les acquisitions de produits énergétiques et alimentaires ont progressé, en raison du renchérissement des cours internationaux des produits alimentaires, notamment, le blé, le lait, ainsi que le maintien de la tendance haussière des prix du baril de pétrole, en raison de la persistance des tensions géopolitiques au Moyen-Orient au cours de la période sous revue.*
- *L'accroissement des acquisitions des biens d'équipement et intermédiaire de 32,5% s'explique notamment par la poursuite et l'intensification des investissements publics et privés, du fait notamment de la mise en œuvre d'importants projets de construction d'infrastructures économiques et sociales en Côte d'Ivoire et du développement de nouveaux projets miniers et pétroliers dans plusieurs pays de l'Union.*
- *L'Union européenne a confirmé sa première place des pays fournisseurs de l'UEMOA, avec une part dans les importations totales évaluée à 34,4%, en baisse de 2,1 points de pourcentage par rapport à 2011.*

INTRODUCTION

Le présent rapport vise à présenter les principales caractéristiques et les grandes tendances du commerce extérieur de biens des Etats membres de l'UEMOA au cours de l'année 2012, comparativement à l'année 2011.

Ce rapport, illustre les principales composantes du commerce extérieur de l'Union, les principaux produits échangés avec les principaux partenaires au cours de l'année. Les pays partenaires sont le pays d'origine de la marchandise à l'importation et celui de sa destination finale à l'exportation. Les statistiques portant sur les échanges avec l'Union Européenne se rapportent aux 27 pays membres de ladite Union. L'analyse de la balance commerciale met en évidence la vulnérabilité des économies de l'Union. Celles-ci sont en effet caractérisées par un degré d'ouverture ($[(X + M)/2]/\text{PIB}) \times 100$ important, et d'autre part, par une structure des exportations basée sur un nombre réduit de produits pour lesquels elles ont une emprise limitée sur les prix.

Par ailleurs, il est noté une évolution contrastée de la part des exportations de l'UEMOA vers les autres pays de la CEDEAO, depuis quelques années. Celles-ci sont passées de 10,4% des exportations totales de l'Union en 2000 à 14,4% en 2012, après avoir atteint 18,0% en 2010. Cette orientation positive des flux commerciaux mérite d'être analysée de plus près, afin d'identifier les produits et les facteurs à l'origine de cette dynamique dans la perspective de l'approfondissement de l'intégration économique dans la zone, en liaison avec le projet de création de l'union monétaire.

Le présent rapport est articulé autour des quatre principaux points ci-après :

- contexte économique des échanges extérieurs en 2012 ;
- évolution des exportations par produits et par destinations en 2012 ;
- évolution des importations par produits et par origines en 2012 ;
- analyse du solde des échanges commerciaux.

I. CONTEXTE ECONOMIQUE DES ECHANGES EXTERIEURS EN 2012

Les échanges de biens de l'UEMOA en 2012 se sont déroulés dans un **environnement économique international défavorable**, du fait essentiellement des incertitudes suscitées par la persistance de la crise des dettes souveraines en Zone euro. La conjonction de cette crise avec d'autres facteurs structurels endogènes s'est traduite par un ralentissement de l'activité économique, aussi bien dans les pays avancés que dans les économies émergentes et en développement. Prenant en compte ces facteurs, le Fonds Monétaire International (FMI) a révisé ses prévisions à la baisse, à plusieurs reprises, situant la croissance de l'économie mondiale à 3,1% en 2012, contre 3,9% en 2011.

Aux Etats-Unis, le taux de croissance économique est ressorti à 2,2%, après 1,8% en 2011. Dans la Zone euro, l'activité s'est inscrite en recul de 0,6% en 2012, après une hausse de 1,5% l'année précédente. L'économie japonaise, qui poursuit son redressement, a réalisé un taux de croissance de 2,0%, contre une contraction de 0,6% en 2011. Un ralentissement de la croissance économique est enregistré dans les pays émergents et en développement, avec un taux de 4,9%, contre 6,2% en 2011. En Afrique subsaharienne, la croissance est restée soutenue autour de 4,9% en 2012, après 5,4% en 2011.

Le commerce mondial a connu une progression moins forte en 2012, en liaison avec l'affaiblissement de la demande intérieure des pays affectés par la crise. Selon les estimations récentes, le volume du commerce mondial de biens et services a progressé de 2,5% en 2012, soit la plus faible croissance annuelle enregistrée depuis 1981, après avoir atteint des hausses de 6,0% en 2011 et 12,6% en 2010. Le ralentissement du commerce en 2012 s'est expliqué principalement par un affaiblissement de la demande intérieure des pays touchés par la crise, qui ont affiché un déficit extérieur, plutôt que par un affermissement de la demande des pays, qui ont enregistré un excédent extérieur. Dans la zone euro, la baisse des déséquilibres a découlé principalement d'un repli de la demande dans les pays de la périphérie en déficit avec une réduction des coûts de main-d'œuvre. Ainsi, les importations des pays avancés n'ont enregistré que 1,7% de hausse, contre 2,2% pour les exportations alors que dans le cas des pays émergents et en développement, les importations ont progressé de 7,0%, contre 4,0% pour les exportations.

L'inflation a continué sa décélération, dans un contexte de ralentissement de l'activité économique et de sous-utilisation des capacités de production. Dans les pays avancés, le taux d'inflation s'est établi à 2,0% en 2012, après 2,7% en 2011. Dans les pays émergents et en développement, il s'est replié de 7,1% en 2011 à 6,1% en 2012.

Sur les marchés des changes, l'euro s'est déprécié par rapport aux principales devises, en raison des incertitudes liées à la crise des dettes souveraines dans la Zone euro. En moyenne sur l'année 2012, le cours de la monnaie unique européenne s'est établi à 1,2848 dollar, contre un niveau moyen de 1,3913 dollar en 2011, soit une dépréciation de 7,7%. Vis-à-vis du yen et de la livre sterling, l'euro a fléchi respectivement de 7,6% et 6,6%.

Les cours mondiaux des matières premières ont connu des évolutions différenciées selon les produits. Certains produits de base ont pu résister à l'affaiblissement de la demande mondiale, en raison de l'impact des aléas climatiques sur l'offre ou de craintes suscitées par des facteurs géopolitiques.

Les prix des produits énergétiques sont restés à des niveaux élevés, selon un indice calculé par le FMI, en hausse de 0,7% par rapport à 2011, reflétant l'impact des tensions géopolitiques persistantes au Moyen-Orient. L'indice des cours du pétrole ressort en progression de 1,0% d'une année à l'autre.

En revanche, l'indice des prix des matières premières (métaux et produits agricoles) servant d'input pour les industries est en repli de 15,5%, le secteur manufacturier étant affecté par le ralentissement de la demande en Chine et la situation dans la Zone euro. De même, l'indice des prix des produits alimentaires est en recul de 3,7%.

Au niveau de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), les performances macroéconomiques sont apparues satisfaisantes en dépit de la modération de la croissance économique mondiale et de l'instabilité de certains pays membres, en particulier le Mali et la Guinée-Bissau. En effet, le taux de croissance économique de la CEDEAO s'est établi à 6,5 % en 2012 contre 6,2 % en 2011. Ce résultat serait le fait, de la performance de tous les secteurs, en particulier les activités agricoles dont l'évolution favorable est liée à la bonne pluviométrie dans la plupart des pays producteurs de biens primaires et le maintien à un niveau relativement satisfaisant des cours de certaines matières premières. Du côté de la demande, la croissance a été tirée principalement par les investissements, en liaison avec la poursuite de grands chantiers dans beaucoup d'Etats et de la mise en œuvre des programmes de lutte contre la pauvreté. Au plan sectoriel, ces investissements ont concerné principalement les secteurs agricoles et électriques. Les performances de la CEDEAO reflètent également une accélération de l'activité économique dans certains pays membres, dont la Côte d'Ivoire, le Burkina, le Niger, le Liberia et le Nigeria.

Dans le sillage de l'évolution d'ensemble des prix des produits agricoles, la plupart des matières premières exportées par les pays de l'UEMOA ont enregistré en 2012 des baisses sensibles par rapport aux niveaux atteints en 2011. Les cours mondiaux ont reculé, en moyenne, de 39,0% pour le coton, 32,9% pour l'huile de palmiste, 24,0% pour le caoutchouc, 21,8% pour la noix de cajou, 19,7% pour le cacao, 11,4% pour l'huile de palme et 6,0% pour le café. Par contre, l'or qui a continué de jouer un rôle de valeur refuge, dans un contexte de fortes incertitudes, a renforcé son cours de 6,3% d'une année à l'autre.

L'environnement des échanges de biens des pays de l'Union a été aussi caractérisé par une évolution à la baisse de la production des cultures de rente, du fait de la persistance des difficultés financières au sein de certaines filières. Dans le secteur minier, les principales productions de l'Union se sont globalement inscrites à la hausse, à l'exception de l'extraction du pétrole brut.

Ces différentes évolutions ont eu un impact globalement positif sur le commerce extérieur des Etats membres de l'UEMOA, sous l'effet de la bonne tenue des prix des principaux produits de base.

II. EVOLUTION DES EXPORTATIONS DE L'UNION EN 2012

2.1 Evolution globale des exportations de biens de l'UEMOA

Les exportations de marchandises des pays membres de l'UEMOA sont en constante progression depuis 2008.

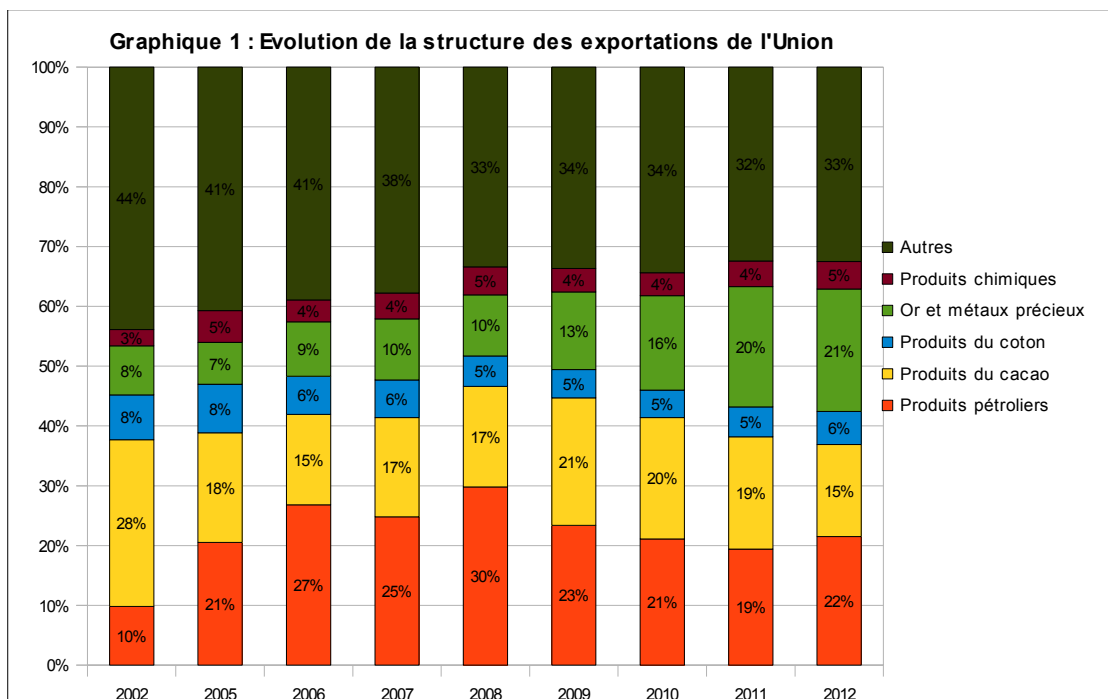
Les exportations totales de biens des pays de l'UEMOA, en valeur, se sont accrues de 6,9% en 2012, pour s'établir à 11.223,3 milliards¹ contre 10.500,0 milliards un an plus tôt. En volume, elles ont progressé de +13,5%. Cette performance est essentiellement imputable à la bonne orientation de la production, modérée par la baisse des cours des principaux produits de base sur le marché international. En effet, le prix moyen des exportations a baissé de 5,8% en 2012, contre une hausse de 16,8% en 2011. L'augmentation, en valeur, des exportations de l'UEMOA en 2012 a été soutenue par le dynamisme des ventes à l'extérieur, notamment de l'ananas (+215,3), du phosphate (+128,6%), des amandes de karité et autres oléagineux (+27,2%), des produits pétroliers (+18,6%), du coton (+17,4%), des produits chimiques (+13,1%), du bois et ouvrages en bois (+12,9%), de l'uranium (+11,1%) et d'or (+9,4%). L'orientation à la hausse des recettes d'exportations en 2012, confirme les bonnes performances observées dans les pays de l'UEMOA depuis l'année 2008.

2.2 Structure des exportations de biens de l'UEMOA

La structure des exportations dans l'UEMOA est caractérisée par un degré de concentration élevé. En effet, l'indice de concentration des exportations² calculé par la CNUCED est ressorti en moyenne à 0,22 en 2012 pour l'ensemble des pays de l'Union, contre une moyenne mondiale de 0,08 et un niveau de 0,14 pour les pays en développement. Cette structure a évolué considérablement au cours des dix dernières années. Elle a été marquée par une nette progression des ventes de produits miniers (pétrole, or et uranium) et un repli des parts des ventes de produits agricoles (cacao, coton et café) qui constituaient traditionnellement les premiers biens exportés par les pays de l'Union. Ainsi, les produits miniers (le pétrole, l'or et l'uranium) sont devenus les premières sources de recettes d'exportation de l'Union, avec 41,1% du total des exportations entre 2007 et 2012, contre 26,3% sur la période 2002-2006. Pour l'année 2012, six groupes de produits ont représenté environ 71% des exportations de l'Union, contre 73% en 2011, ce qui traduit une légère baisse de la concentration des exportations. En effet, la nouvelle structure des exportations de l'UEMOA est constituée de produits pétroliers (21,5%), d'or (20,5%), de produits du cacao (15,4%), de produits du coton (5,5%), de produits chimiques (4,6%), du caoutchouc (3,7%), d'uranium (3,0%) et de la noix de cajou (2,4%). La part des exportations du pétrole dans les ventes totales à l'extérieur de l'Union a augmenté de 2,6 points de pourcentage d'une année à l'autre, à la suite de l'entrée en phase de production de la Société de Raffinage de Zinder (SORAZ) au Niger.

1. Les montants indiqués dans ce rapport sont en franc CFA sauf indication contraire.

2. Le degré de concentration est apprécié par l'indice Herfindahl-Hirschmann (cf. annexe. Tableau 3). Il est compris entre 0 et 1. Plus l'indicateur est proche de 1, plus les exportations sont concentrées.



Sources : INS, BCEAO.

• Produits pétroliers

Les exportations des produits pétroliers de l'Union ont fortement progressé, sous l'effet de la hausse des cours sur le marché mondial, en relation avec la forte augmentation de la demande mondiale et principalement celle des pays émergents, ainsi que du volume exporté. Les recettes tirées de la vente de produits pétroliers ont affiché une croissance de 11,1% en 2012, contre 3,2% une année plus tôt. Ces recettes ont été évaluées à 2.415,1 milliards en 2012, contre 2.033,0 milliards en 2011. Cette performance a permis aux produits pétroliers de reprendre leur position de premier rang des produits exportés par l'Union, occupée une année plus tôt par l'or, avec une part 21,1% en 2012, contre 19,4% en 2011 et 21,1% en 2010.

La hausse des ventes de produits pétroliers est principalement liée à l'accroissement des exportations de pétrole brut par la Côte d'Ivoire, en relation essentiellement avec le démarrage du processus de désensablement de certains puits du champ « BAOBAB » et la mise en production de nouveaux puits, ainsi que l'entrée en phase de production de la Société de Raffinage de Zinder (SORAZ) au Niger. Les quantités de produits pétroliers exportées sont estimées à 5.356,5 milliers de tonnes en 2012, contre 5.125,4 milliers de tonnes en 2011, soit un accroissement de 4,5%. Les ventes de produits pétroliers à l'extérieur de l'Union sont destinées principalement à l'Afrique (61,5%), à l'Union Européenne (18,0%) et au Canada (7,2%).

Encadré 1 : Exploitation du pétrole au Niger

Les perspectives favorables sur les marchés internationaux de matières premières ont permis de renforcer les activités de recherche et de démarrer l'exploitation des ressources pétrolières au Niger.

Le potentiel du Niger en pétrole et gaz est lié à deux grands bassins couvrant 90% du territoire national, le bassin occidental (bassin des lullemendens) et le bassin oriental (bassin du Tchad).

L'exploitation du pétrole au Niger repose sur trois principales conventions. La première porte sur le contrat de partage de production (CPP), signé le 02 juin 2008 entre le Niger et la China National Oil and Gas Development and Exploration Corporation (CNODC) relatif au bloc Agadem. La deuxième convention porte sur une convention d'approvisionnement conclue entre la CNPC Niger Petroleum S A (CNPC-NP) et la République du Niger, d'une part, et la Société de Raffinage de Zinder, d'autre part. Le dernier texte porte sur la convention de commercialisation de produits pétroliers signée entre la Société de Raffinage de Zinder, la Société Nigérienne des Produits Pétroliers SA (SONIDEP) et la République du Niger, relative à la commercialisation de la production de la SORAZ.

La production de pétrole brut est assurée par la CNPC-NP, détenue à hauteur de 40% par l'État du Niger et de 60% par la CNODC. Quant au raffinage, il est opéré par la SORAZ, dont le capital est partagé entre le Niger et la CNODC dans les mêmes proportions. L'exploitation du pétrole brut est destinée à la production locale de produits raffinés par la mise en valeur de trois gisements sur le bloc Agadem. Le pétrole brut est acheminé par un pipeline de 462,5 Km du site d'Agadem à la SORAZ, située dans la région de Zinder. Ces investissements importants ont été financés en partie sur emprunt, auprès d'EXIM – BANK en Chine, notamment pour la construction de la raffinerie qui a coûté 490 milliards F CFA.

La SORAZ a une capacité de production de 20 000 barils par jour, soit un (01) million de tonnes par an. Il en résulte une production d'environ 306.200 tonnes d'essence (2,39 millions de barils), 505.400 tonnes de gasoil (3,69 millions de barils) et 44.200 tonnes de gaz de pétrole liquéfié (GPL). La part de la production des hydrocarbures prévue pour la consommation locale est en moyenne de 2.500 barils/jour pour l'essence et 4.500 barils/jour pour le gasoil, soit un total de 7.000 barils/jour. Le reste de la production, soit 13.000 barils/jour, devrait être écoulé sur le marché régional. Le Niger fonde beaucoup d'espoir sur le secteur pétrolier et entend porter sa production à 80.000 barils/jour au début 2014, dont 60.000 barils/jour pour l'exportation.

Pour l'année 2012, la valeur des exportations du pétrole s'est établie à 116.628,6 millions FCFA, pour une production journalière moyenne de 13.000 barils/jour bien en dessous de la capacité réelle. Cette situation s'explique par :

- une détermination inadéquate du prix d'exportation. A cet égard, jusqu'en juin 2012, les prix à l'exportation étaient fixés à des niveaux non compétitifs ;
- des difficultés dans la conclusion des contrats d'exportation. Ainsi, l'accord de partage de production d'origine envisageait de confier la responsabilité des exportations à la raffinerie (SORAZ), mais le gouvernement a décidé que seule la société de distribution de pétrole d'Etat (SONIDEP) assurerait cette responsabilité, ce qui s'est traduit par un retard dans la signature des contrats d'exportation ;
- une insuffisance de la planification de la transition du statut d'importateur net à celui d'exportateur net de carburants. Au cours du premier trimestre de 2012, la SONIDEP a continué à importer des produits pétroliers pour le marché intérieur, nonobstant le fait que la production intérieure suffisait pour couvrir la demande du pays. Les inventaires ont alors atteint un niveau qui a fini par exiger la fermeture temporaire de la raffinerie ;
- la fermeture de la raffinerie pour des raisons techniques. De même, des incohérences dans les échéanciers convenus de paiement entre la production et l'exportation ont donné lieu à des pénuries de liquidités et à des arriérés de paiement.

- Or

Les exportations d'or ont progressé légèrement en 2012, en raison de l'évolution à la hausse du volume vendu à l'extérieur et des cours sur le marché international (+6,3%), soit la moins bonne performance des prix depuis cinq ans, marquant peut être la fin d'un cycle après douze années consécutives de hausse. Les quantités exportées se sont établies à 2.565,8 tonnes en 2012, contre 2.389,0 tonnes en 2011, soit une hausse de 14,6%. Dans cette perspective, les recettes d'exportations de l'or sont ressorties à 2.304,7 milliards, en hausse de 9,4% par rapport à 2011. L'amélioration des ventes à l'extérieur du métal jaune traduit aussi la hausse de la production, induite par l'entrée en production de la mine de Gounkoto au Mali et l'atteinte du plein régime de celle de Tongon en Côte d'Ivoire, nonobstant la baisse de régime de production au Burkina, en raison des remous sociaux enregistrés dans le domaine, ainsi que le lancement de l'activité aurifère au Niger (site de Samira) et au Sénégal (Sabadola).

Ces nouveaux développements ont permis de compenser le déclin de la productivité observé dans les anciennes mines du Mali, du fait de l'épuisement des réserves. L'or revient en 2012 à la deuxième place dans les exportations de l'Union, après y avoir occupé la première place en 2011, avec une part de 20,5% des exportations totales en 2012, contre 20,1% en 2011 et 15,8% en 2010.

Les exportations d'or de l'Union sont comme les années précédentes orientées en grande partie vers l'Afrique du Sud, principal acquéreur de l'or malien depuis 2004, avec une part de 81,9%. L'Europe constitue la seconde destination des expéditions d'or avec une part de 15,7%.

- Produits du cacao

Les exportations de cacao se sont repliées en 2012, une baisse de sa part dans les exportations de l'Union étant observée depuis 2010. En effet, les exportations de cacao ont affiché une baisse de 12,6% en 2012, du fait du repli des prix sur les marchés internationaux et de la diminution des quantités expédiées à l'extérieur. Le repli des expéditions des fèves de cacao est en ligne avec le retour à la normale, après le niveau élevé atteint en 2011, ainsi que le repos végétatif observé dans les plantations. Les exportations ont été valorisées à 1.727,4 milliards en 2012, contre 1.977,4 milliards en 2011. Les ventes de cacao et de ses dérivés à l'extérieur de l'Union ont été orientées à plus de 60% vers l'Union Européenne, en particulier les Pays-Bas (28,6%) et la France (11,3%), ainsi qu'à concurrence de 20,9% aux Etats-Unis. Les produits du cacao se hissent au troisième rang des principaux produits exportés avec une part de 15,3% du total des ventes de l'Union, en baisse de 3,5 points par rapport à 2011 et 1,5 point par rapport à 2010.

- Produits du coton

Les **exportations du coton** ont renoué avec la croissance depuis 2010. Cette hausse des ventes à l'extérieur est soutenue, d'une part, par l'évolution favorable des cours sur le marché international, et d'autre part, par l'accroissement de la production, consécutif aux mesures de restructuration engagées dans la plupart des pays producteurs de l'Union. La valeur des exportations des produits du coton est ressortie à 619,7 milliards en 2012, contre 528,0 milliards en 2011, soit une progression de 17,4%. Cette hausse des ventes à l'extérieur est imputable à la progression de 1,1% des tonnages exportés, du fait notamment de la superficie

emblavée et des réformes introduites dans le secteur. Le Mali, l'un des principaux pays exportateurs, a enregistré une hausse de la production d'environ 76%, commercialisée à des prix largement supérieurs à ceux du marché. Les ventes de coton ont été orientées à plus de 59% vers l'Asie et environ 21% vers l'Europe.

• Produits chimiques

Les exportations de produits chimiques, composés essentiellement de produits pharmaceutiques, de cosmétiques, d'acide phosphorique et d'engrais, sont en progression depuis 2010. Elles se sont établies à 512,9 milliards contre 453,5 milliards en 2011, soit une progression de 13,1%. Cette progression est imputable à la consolidation des ventes à l'extérieur des engrais par Toguna industrie-SA du Mali qui s'ajoute ainsi aux Industries Chimiques du Sénégal (ICS) sur ce marché dans la sous-région. La production annuelle de cette société est d'environ 300.000 tonnes d'engrais. Les ventes à l'extérieur de Toguna industrie-SA sont ressorties à 87,3 milliards en 2012 contre 36,2 milliards un an auparavant, soit une hausse de 141,2%, due principalement au niveau de la demande dans les pays de la sous-région, notamment le Bénin, la Guinée, la Côte d'Ivoire et le Burkina. Au niveau des ICS, les exportations des produits chimiques sont en baisse de 9,1% en 2012, en raison de la contraction de l'activité d'exploitation de phosphates à la suite de la forte pluviométrie observée en 2012, laquelle a donné lieu à des arrêts techniques au niveau des industries.

La part des produits chimiques dans les exportations de l'Union a connu une légère augmentation de 4,6% en 2012, contre 4,3% en 2011 et 3,8% en 2010. En dehors de l'acide phosphorique destiné au marché indien, les produits chimiques alimentent le commerce intra-UEMOA, avec une part de 31,7% et celui avec les autres pays de la CEDEAO, avec une part de 23,2%.

• Uranium

Les exportations d'uranium ont poursuivi leur progression au cours de l'année 2012. La commercialisation de l'uranium s'est inscrite en hausse de 11,1%, pour s'établir à 338,7 milliards en 2012, contre 304,8 milliards en 2011. Cette situation favorable est en liaison avec la progression de la production et la bonne tenue des cours sur le marché international. La part de l'uranium dans les exportations totales de l'Union a augmenté de 0,1 point de pourcentage, passant de 2,9% en 2011 à 3,0% en 2012. Cette performance s'explique essentiellement par le niveau de production enregistré par la SOMAÏR pour la deuxième année consécutive soit 3.065 tonnes en 2012, contre 2.726 tonnes d'uranium en 2011.

• Noix de cajou

Les ventes extérieures de la noix de cajou ont poursuivi leur progression en 2012, en raison de la hausse des ventes de la Côte d'Ivoire et du Bénin, malgré les difficultés connues par le secteur en Guinée-Bissau et la baisse des cours internationaux. Les exportations de la noix de cajou ont augmenté de 16,8% en 2012 pour ressortir à 274,5 milliards, contre une progression de 11,5% en 2011, du fait essentiellement du volume qui a cru de 44,5%. Cette évolution a été atténuée par le recul des prix unitaires à l'exportation (-22,8%) et des difficultés dans la production au Sénégal et dans la commercialisation notée en Guinée-Bissau. La situation de la Guinée-Bissau s'explique par la non expédition de 20.000 tonnes, à la suite de la crise sociopolitique intervenue en pleine campagne. Ce produit a représenté 2,4% des exportations de l'Union en 2012, contre 2,2% en 2011. Ces ventes sont

destinées à plus de 90% au continent asiatique, particulièrement à l'Inde avec une part de 74,1%.

Encadré 2 : Développement de la filière « anacarde » au sein de l'UEMOA

Les exportations de noix de cajou ont fortement progressé, en moyenne annuelle de 15%, sous l'effet de la hausse des cours sur le marché mondial et la hausse des productions sous l'effet des réformes entreprises dans la plupart des pays de l'Union, dans le cadre de la diversification des produits d'exportation. Ainsi, les quantités exportées se sont établies à 714,1 milliers de tonnes en 2012, contre 341,8 milliers de tonnes en 2005. Les principaux producteurs dans l'Union sont le Bénin, la Côte d'Ivoire et la Guinée-Bissau. Embryonnaire dans les autres pays, des actions importantes sont en cours pour le développement de la filière notamment au Burkina, au Sénégal et au Togo.

Sous l'effet de la progression des quantités, conjuguée à la hausse de plus de 16% en moyenne des prix internationaux, les recettes d'exportation sont ressorties à 274,5 milliards en 2012, contre 235,0 milliards en 2005. Cette situation s'explique par l'évolution à la hausse des exportations observée en Côte d'Ivoire et l'importance de plus en plus croissante de la vente à l'extérieur de ce produit au Bénin, modérées par les difficultés de commercialisation rencontrées par la filière en Guinée-Bissau. La croissance exceptionnelle des exportations du Burkina en 2011 et 2012 est imputable à la crise politique en Côte d'Ivoire qui a conduit les acteurs ivoiriens de la filière à choisir ce pays pour l'exportation.

Tableau 1 : Evolution des exportations de noix d'anacarde dans les principaux pays producteurs de l'UEMOA (en milliards de FCFA)

Pays	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Bénin	10,5	8,6	8,4	12,5	13,8	11,8	17,2	25,8
Burkina	1,9	0,7	0,5	1,8	1,4	4,0	29,3	17,0
Côte d'Ivoire	55,7	50,4	51,4	79,8	83,9	157,9	132,1	179,3
Guinée-Bissau	33,6	28,9	32,1	23,2	35,7	36,4	55,8	50,4
Ensemble	101,8	88,6	92,4	117,2	134,9	210,1	234,4	272,4

Sources : BCEAO, INS.

La noix de cajou est en train de devenir l'une des principales sources de devises pour toute la sous-région. La Côte d'Ivoire est le premier pays exportateurs de ce produits avec une part moyenne annuelle de 61,9% des recettes d'anacarde, sur la période 2005-2012, elle est suivie de la Guinée-Bissau avec une part d'environ 25,8%. Le Bénin, avec les réformes entreprises depuis quelques années, occupe la troisième place avec une part moyenne de 9,1% sur la période.

Tableau 2 : Evolution des exportations de noix d'anacarde dans les principaux pays producteurs de l'UEMOA (en milliers de tonnes)

Pays	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Bénin	42,9	40,7	41,0	57,8	59,1	58,8	51,6	95,3
Burkina	9,0	5,7	5,1	17,3	11,7	19,7	84,1	49,6
Côte d'Ivoire	188,5	230,6	270,3	332,8	362,7	374,5	305,2	441,2
Guinée-Bissau	98,2	72,5	105,2	90,6	124,4	113,3	157,7	116,2
Ensemble	338,6	349,6	421,6	498,5	557,9	566,3	598,6	702,3

Sources : BCEAO, INS.

Le développement de cette filière est entretenu par l'accroissement de la demande provenant des pays émergents d'Asie, notamment l'Inde et le Vietnam, ainsi que les appuis apportés aux producteurs par les partenaires au développement. Les besoins du marché sont relatifs aux noix de cajou brutes qui font l'objet de demande par les pays d'Asie, l'amande blanche très sollicitée en Europe et les amandes grillées qui alimentent le commerce au niveau local et régional. L'essor de la filière est également porté par les efforts consentis dans la recherche agricole qui ont permis d'introduire des variétés améliorées.

• Caoutchouc

Les exportations du caoutchouc sont en progression constante de 2002 à 2011, avant de connaître une forte baisse en 2012. Les ventes à l'extérieur du caoutchouc se sont inscrites en baisse de 23,5%, pour s'établir à 412,6 milliards en 2012, contre 539,0 milliards en 2011, du fait essentiellement du recul des prix unitaires à l'exportation, le volume étant en hausse de 14,5%, d'une année à l'autre. Après une année 2011 caractérisée par des hausses quasiment généralisées et des niveaux de prix records, 2012 s'est illustrée par une relative détente sur le front du prix des caoutchoucs, naturels ou synthétiques. Cette situation s'explique par les difficultés économiques rencontrées dans l'ensemble des pays consommateurs du produit entraînant ainsi une baisse de la demande de caoutchouc d'environ 15 % au cours de l'année 2012. La part des produits du caoutchouc s'est établie à 4,6% des exportations de l'Union en 2012, contre 4,3% en 2011. Les exportations de ce produit sont destinées exclusivement à l'Europe et au continent asiatique, à hauteur respectivement de 58,8% et 24,5%.

• Les autres produits d'exportation

Les autres produits d'exportation sont constitués essentiellement de l'arachide, des produits de pêche, de l'huile de palme, du bois et ouvrages en bois, de la banane, de l'ananas et de l'oignon. Les exportations de ces produits ont connu une hausse en valeur de 2,1% pour ressortir à 3.130,6 milliards en 2012, contre 2.776,1 milliards en 2011, pour une croissance en volume de 9,6%. Cette situation traduit notamment la hausse des recettes issues des ventes à l'extérieur des amandes de karité et autres oléagineux (+38,2%), de l'huile de palme (+19,6%), de l'ananas (+17,4%), de bois et ouvrages en bois (14,1%), ainsi que de la banane (+12,8%). La tendance a, toutefois, été atténuée par le repli des exportations d'arachide (-54,8%), en raison des difficultés que rencontre la filière au Sénégal, et des oignons (-35,9%), sous l'effet conjugué de la baisse des volumes et des cours sur le marché international.

Compte tenu de la part peu importante de l'ensemble de ces produits dans le commerce mondial, le degré de diversification des exportations de l'Union, au sens de la CNUCED, ressort faible. Selon les dernières estimations de la CNUCED, l'indice de diversification³ pour l'ensemble des pays de l'UEMOA est estimé en moyenne à 0,65 en 2012, contre 0,56 pour le continent africain et 0,20 pour les économies en développement. Cette faible diversification des échanges commerciaux constitue une contrainte à des gains de parts de marché pour les pays de l'Union.

2.3. Destinations des exportations de biens de l'UEMOA

Les ventes à l'extérieur de biens de l'Union sont destinées principalement à l'Europe (Union Européenne et la Suisse), à l'Afrique (Afrique du Sud, Nigeria, Ghana et les pays de la CEMAC), à l'Asie (Inde, Chine, Japon), et à l'Amérique (Etats-Unis, Canada, Brésil).

Les ventes extérieures vers l'Europe se sont accrues en 2012, en raison notamment de l'augmentation des exportations des phosphates, du coton, de l'uranium et du pétrole. Elles sont ressorties à 4.160,3 milliards en 2012, contre 3.865,6 milliards en 2011, soit une hausse de 7,6%. Rapportées aux exportations totales de l'UEMOA, ces ventes ont représenté

3. Cet indice mesure la divergence de la structure des exportations par produits d'un pays par rapport à la structure des exportations totales dans le monde. Sa valeur est comprise entre 0 et 1. Plus l'indice est proche de 1, plus la divergence est forte (cf. annexe 1).

une part de 43,5% en hausse de 1,5 point par rapport à 2011. Elles sont, pour l'essentiel, orientées vers l'Union Européenne (29,2%), en particulier la Zone euro (25,7%). La France demeure le premier partenaire commercial de l'Union en accueillant 7,5% de ses exportations totales en 2012, contre 7,9% un an plus tôt. Les expéditions de biens vers l'Europe sont principalement constituées de produits de l'or (28,2%), du cacao (26,8%), de produits pétroliers (10,8%), d'uranium (8,1%), du caoutchouc (5,8%) et de produits de la pêche (4,1%).

Le continent africain a consolidé sa position de deuxième destination des exportations de l'UEMOA en 2012. La part des exportations de l'Union en direction de l'Afrique s'est accrue de 1,3 point, passant de 29,4% en 2011 à 30,7% en 2012. Cette évolution est en ligne avec le renforcement des échanges avec les pays de la CEDEAO, notamment le Nigeria, ainsi que les pays de la zone CEMAC. Les exportations de l'Union vers les pays du continent ont été dominées par les produits pétroliers (36,6%), l'or (19,4%), les produits chimiques (6,9%) et le ciment (5,0%). L'Afrique du Sud, le Nigeria et le Ghana sont restés les trois premiers partenaires commerciaux africains de l'Union avec des parts représentant respectivement 9,5%, 6,8% et 3,5% des exportations totales de la Zone.

Tableau 3 : Les principaux pays de destination des exportations de l'UEMOA

Principaux Produits exportés	Pays de destination
Cacao	Etats-Unis, Canada, Brésil, Asie
Café	Belgique, Italie, Maroc
Coton	France, Pays-Bas, Royaume-Uni, Suisse, Chine, Inde et Gabon
Arachide	France, Allemagne, Belgique, Italie, Pays-Bas et Royaume-Uni
Noix de cajou	Pays Bas, Portugal et Inde
Or	Suisse, Afrique du Sud, Emirats Arabes Unis
Phosphate	France, Espagne, Pologne, Inde, Maroc
Uranium	France, Etats-Unis, Espagne, Japon
Produits pétroliers	Allemagne, Pays-Bas, Royaume-Uni, Nigeria, Ghana, Cameroun, Etats-Unis, Canada et Inde
Produit de pêche	France, Espagne, Italie, Pays-Bas et Japon
Produits chimiques	Inde, Chine, France, Russie, Nigeria, Ghana, Guinée
Caoutchouc	France, Allemagne, Espagne, Italie, Pays-Bas, Royaume-Uni, Pologne, Afrique du Sud, Etats-Unis, Canada, Chine, Inde
Bois et ouvrages en bois	France, Allemagne, Belgique, Italie, Pays-Bas, Royaume-Uni
Banane	France, Allemagne, Royaume-Uni, Nigeria, Ghana, Gambie, Gabon, Etats-Unis

Sources : BCEAO, Statistiques douanières.

Encadré 3 : Evolution du commerce intra-UEMOA en 2012

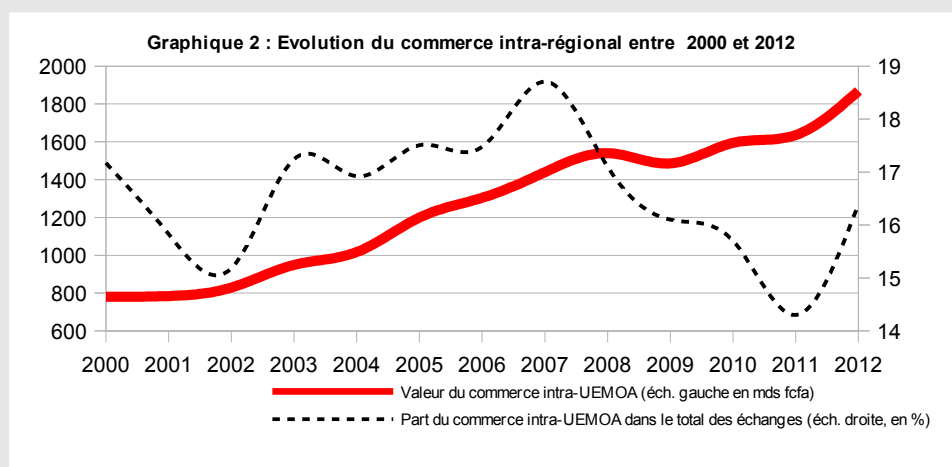
Les échanges de biens entre les pays membres de l'UEMOA sont évalués sur la base des travaux de la Cellule sous-régionale chargée de la réconciliation des données sur les échanges intra-UEMOA, qui se réunit annuellement au Siège de la BCEAO depuis 2007. Les dernières données réconciliées portent sur l'année 2012. Le commerce intra-UEMOA ajusté s'est fortement intensifié en 2012. Ils ont progressé de 12,6%, en 2012, pour s'établir à 2.111,7 milliards, contre 1.875,6 milliards en 2011.

Tableau 4 : Matrice des échanges intra-communautaires en 2012
(en millions FCFA)

		Importateurs								UEMOA
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	
Exportateurs	Bénin		8 643,1	13 507,5	316,9	75 077,3	38 996,5	28 750,0	65 189,1	230 480,4
	Burkina	5 365,1		22 040,6	13,3	30 317,3	9 058,8	5 746,8	4 180,5	76 722,4
	Côte d'Ivoire	96 528,4	290 730,8		389,5	158 101,8	35 863,5	115 034,7	82 597,4	779 246,2
	Guinée-Bissau	0,0	0,0	272,4		7 037,8	0,0	3 595,4	3 630,8	14 536,4
	Mali	11 462,8	47 279,0	62 654,1	651,4		8 947,9	34 981,0	13 816,7	179 792,9
	Niger	22 316,1	7 147,0	3 316,1	0,0	45 500,6		4 941,6	7 607,6	90 829,0
	Sénégal	11 537,2	33 707,0	49 579,4	37 100,2	227 749,5	8 363,0		15 633,4	383 669,7
	Togo	139 194,4	77 766,0	54 981,3	400,4	17 453,5	60 797,9	5 844,7		356 438,2
	UEMOA	286 404,0	465 272,9	206 351,3	38 871,8	561 237,9	162 027,5	198 894,2	192 655,6	2 111 715,3

Sources : Statistiques douanières et BCEAO.

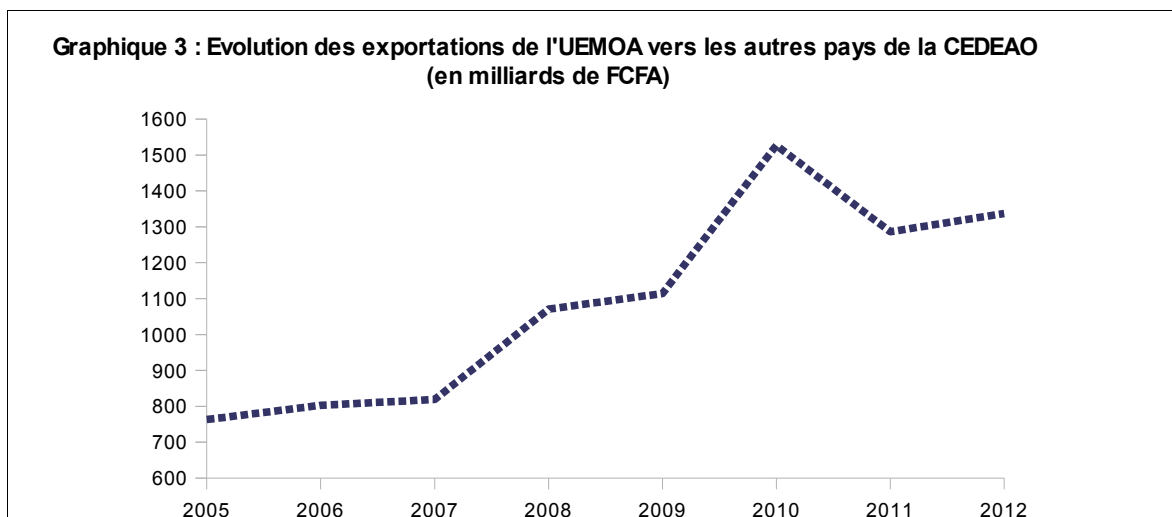
Cette évolution est essentiellement imputable au renchérissement des produits pétroliers et alimentaires, couplé à un accroissement des activités au niveau de la Côte d'Ivoire. La part des échanges intra-communautaires dans le total des flux commerciaux des pays de l'UEMOA est ressortie à 16,4%, contre 14,3% en 2011.



Sources : Statistiques douanières et BCEAO.

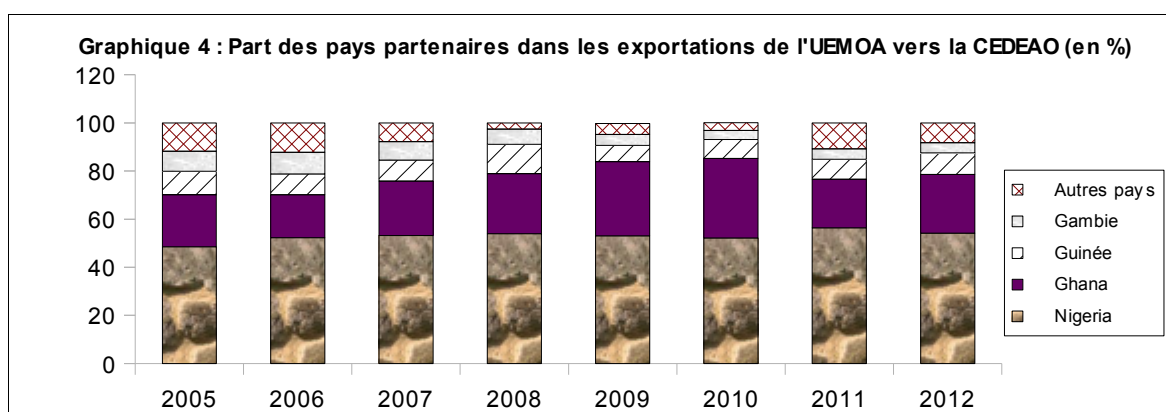
La Côte d'Ivoire et le Sénégal, respectivement à l'origine de 36,9% et 18,2% des exportations totales en 2012, contre 31,3% et 23,1% l'année précédente, restent les principaux fournisseurs intra-régionaux. Le Mali et le Burkina continuent également d'occuper les première et deuxième places des importateurs intra-communautaires, avec respectivement 26,6% et 22,0% des approvisionnements, contre 31,3% et 18,6% un an plutôt. Les produits pétroliers demeurent au premier rang des transactions intra-UEMOA, avec une part de plus de 44% des échanges commerciaux intra-UEMOA, contre 40% l'année précédente. L'évolution à la hausse observée s'explique essentiellement par les approvisionnements au niveau du Niger en produits pétroliers par certains pays de l'Union. Les autres principaux produits échangés sont les préparations alimentaires et les produits du crû (céréales, animaux vivants), les tissus de coton, les huiles et les graisses.

Les échanges extérieurs des pays de l'Union avec les autres pays de la CEDEAO sont restés globalement bien orientés entre 2011 et 2012 progressant de 7,7%, sur la base des données officielles, pour ressortir à 1.376,8 milliards. Leur part dans le total des exportations de l'Union est ressortie à 14,4% en 2012 contre 13,9% en 2011. Le Niger, le Togo, la Côte d'Ivoire, le Sénégal et le Bénin ont réalisé l'essentiel des ventes vers la CEDEAO avec des parts moyennes respectives en 2012, de 38,9%, 16,8%, 16,6%, 11,9% et 9,2%.



Sources : BCEAO, Statistiques douanières.

La progression des exportations vers les autres pays de la CEDEAO est en rapport avec la hausse soutenue de leur demande en produits pétroliers raffinés, en produits chimiques et animaux vivants. Le pétrole raffiné a constitué le principal moteur de l'accélération des exportations vers les autres pays de la CEDEAO, avec une part estimée à plus de 16,1%, en 2012. Les produits chimiques, les produits du cacao, le ciment et le clinker, ainsi que les amandes et autres oléagineux ont contribué au dynamisme des exportations vers la CEDEAO avec des parts respectives d'environ 6,9%, 1,7%, 1,5% et 1,2% au cours de l'année 2012.



Sources : BCEAO, Statistiques douanières.

Les ventes des pays de l'Union en direction de la CEDEAO au cours de l'année 2012 sont principalement orientées vers le Nigeria, le Ghana, la Guinée et la Gambie avec des parts respectives estimées à 51,2%, 24,4%, 8,9% et 4,3%. Le Nigeria qui demeure le premier

partenaire de l'Union au niveau de la CEDEAO, achète des produits pétroliers raffinés provenant de la Côte d'Ivoire, du Togo et du Sénégal, des produits chimiques, composés essentiellement de produits pharmaceutiques, de cosmétiques, d'acide phosphorique et d'engrais, en provenance du Mali, du Sénégal et du Togo, ainsi que des animaux vivants du Mali et du Niger. Les exportations du Bénin vers les autres pays de la Communauté sont constituées essentiellement de la réexportation portant sur les produits alimentaires et les voitures d'occasion.

Les données analysées sur les commerces avec les autres pays de la CEDEAO sont largement sous-estimées, car elles ne prennent pas en compte les flux informels ou non contrôlés qui s'avèrent élevés entre certains pays.

Les exportations de marchandises en direction de l'Asie ont progressé au cours de l'année 2012 sous l'effet essentiellement d'une hausse des ventes extérieures du coton et de produits chimiques. En effet, les ventes de l'Union en Asie se sont accrues de 10,0% pour s'établir à 1.421,3 milliards en 2012, contre 1.292,3 milliards en 2011. Quant à la part des exportations vers ce continent, elle a connu une augmentation de 0,8 point de pourcentage d'une année à l'autre en passant de 14,1% en 2011 à 14,9% en 2012. Comme premier partenaire commercial asiatique de l'Union, l'Inde confirme sa première place occupée depuis 2005, avec une part de 4,5%, en hausse de 0,3 point par rapport à l'année 2012. La progression des exportations vers l'Inde est en rapport avec la bonne orientation du commerce d'acide phosphorique et du bois et ouvrages de bois, dont il est le principal destinataire. La Chine, première destination des exportations de l'UEMOA vers le continent asiatique jusqu'en 2004 occupe le second rang. Le coton est le principal produit d'exportation vers la Chine, avec une part estimée à 69,9% en 2012, contre 60,7% en 2011. Le Bénin, le Mali, la Côte d'Ivoire et le Burkina Faso ont réalisé l'essentiel des ventes vers la Chine avec des parts respectives moyennes de 70,0%, 45,8%, 26,2% et 16,1% en 2012.

Les exportations en direction du continent américain ont enregistré une décline très importante. Le recul des exportations vers le continent américain est imputable essentiellement à la baisse des expéditions de cacao et du caoutchouc. Les recettes en provenance du continent américain ont reculé de 24,0%, pour s'établir à 842,2 milliards en 2012, contre 1.108,3 milliards une année plus tôt. Les ventes en direction de ce continent sont destinées en majeure partie aux Etats-Unis avec une part relative de 57,9%. Les exportations de l'Union à destination de ce pays sont dominées par le cacao (66,8%), le pétrole brut (15,3%) et le caoutchouc (8,9%).

Tableau 5 : Répartition géographique des exportations de l'UEMOA entre 2002 et 2012 (en % du total)

	2002	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
EUROPE	66,2	47,2	45,3	48,3	43,0	46,7	42,8	42,9	43,5
AFRIQUE	16,9	23,5	28,9	28,4	33,1	29,3	33,3	29,4	30,7
AMERIQUE	10,1	15,3	10,3	7,5	9,2	8,5	9,9	12,1	8,8
ASIE	6,2	13,2	12,1	13,4	11,5	11,2	11,6	14,1	14,9
AUTRES PAYS	0,6	0,9	3,3	2,5	3,3	4,3	2,4	1,6	2,1
TOTAL EXPORT FOB	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Sources : BCEAO, Statistiques douanières.

Au total, l'évolution des exportations de l'Union en 2012 a été en phase avec le dynamisme des échanges commerciaux des pays africains. En effet, les exportations de l'Union ont progressé de 6,9% en 2012, contre 12,5% en 2011, environ au même rythme que l'ensemble des pays du continent africain (+6,1%), selon les dernières estimations de l'OMC. L'Afrique a été suivie par l'Amérique du Nord, dont les ventes à l'extérieur ont augmenté de 4,5%. L'Asie n'a augmenté ses exportations que de 2,8% au cours de la période sous revue. Cette orientation résulte, d'une part, de facteurs conjoncturels notamment la hausse des volumes des produits de base exportés en raison de la découverte de nouveaux gisements d'or au Burkina, la mise en production de nouveaux puits de pétrole au Niger et l'amélioration de la production de coton au Mali, au Bénin et au Burkina, modérée par la baisse des prix des principales matières de base.

2.4. Contribution des pays membres aux exportations de biens de l'Union

L'analyse de la contribution des pays à l'effort d'exportation fait ressortir une prédominance de la Côte d'Ivoire, qui représente 53,8% des ventes à l'extérieur de l'Union en 2012, contre 55,2% en 2011, soit une baisse de 1,4 point. La contre-performance de la Côte d'Ivoire traduit le recul des ventes à l'extérieur du cacao et du caoutchouc, en ligne principalement avec la chute des cours internationaux de ces produits respectivement de 13,3% et de 24,0% au cours de la période. La Côte d'Ivoire est suivie par le Mali et le Sénégal dont les parts ont augmentées et sont ressorties à 11,9% en 2012, contre respectivement 10,8% et 11,4% en 2011. L'accélération du rythme d'exportation du Mali résulte essentiellement de la forte progression des ventes de coton, qui se sont accrues de 103,6% en 2012, contre 15,9% en 2011, des produits chimiques (+141,2%) et dans une moindre mesure d'or (+10,2%). Quant au Sénégal, l'évolution de sa part dans les exportations totales s'explique par le regain des activités aurifères dont les ventes à l'extérieur ont crû de +93,6% en 2012, contre +15,3% en 2011, à la suite de l'augmentation du volume (+30,8%) et de la hausse des cours

internationaux (+15,1%), modérée par les difficultés observées dans la filière arachide et des produits chimiques dont les exportations ont baissé respectivement de 55,8% et 9,1% en 2012. La part du Niger a également augmenté de 0,9 point pour ressortir à 5,3% en 2012, contre 4,4% en 2011. La dynamisme des exportations du Niger s'explique par le démarrage des ventes à l'extérieur du pétrole (+101,5 milliards) et la hausse des exportations d'uranium de 11% au cours de la période.

Le Burkina, le Bénin et la Guinée-Bissau ont également vu leur part dans les ventes à l'extérieur de l'Union baisser de 0,1 point de pourcentage pour ressortir respectivement à 10,3%, 1,3% et 0,5% en 2012, contre 10,9%, 1,9% et 0,6% en 2011. Le ralentissement de la contribution du Burkina s'explique essentiellement par la baisse des activités aurifère dont les ventes ont reculé de -5,4% en 2012, contre une croissance exceptionnelle de 94,2% en 2011. La part de la Togo est restée relativement stable (4,8%) au cours des deux années.

Tableau 6 : Part des pays membres dans les exportations de l'UEMOA (en %)

	2002	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Bénin	3,0	2,6	1,7	2,5	4,4	3,1	2,7	1,9	1,3
Burkina	2,1	3,3	3,9	4,1	3,4	5,6	7,2	10,9	10,3
Côte d'Ivoire	62,9	63,4	62,2	60,7	58,5	61,5	59,4	55,2	53,8
Guinée-Bissau	0,7	0,6	0,4	1,0	0,3	0,5	0,4	0,6	0,5
Mali	10,6	9,5	11,7	10,8	11,4	10,2	10,6	10,8	11,9
Niger	3,4	4,3	3,7	3,6	4,5	3,3	3,7	4,4	5,5
Sénégal	13,0	12,4	11,4	11,9	12,3	10,8	11,5	11,4	11,9
Togo	4,4	4,0	4,9	5,4	5,2	4,9	4,5	4,8	4,8
TOTAL EXPORTATIONS UEMOA	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Sources : BCEAO, statistiques douanières.

III. EVOLUTION DES IMPORTATIONS DE L'UNION EN 2012

3.1. Evolution globale des importations de biens de l'Union

Les importations de l'Union ont enregistré une progression sensible en 2012, contre un repli en 2011, en raison de l'accélération des acquisitions de biens d'équipement et intermédiaires dans certains pays de l'Union.

La valeur des importations de l'Union s'est établie à 15.475,6 milliards en valeur CAF en 2012, contre 12.668,5 milliards FCFA en 2011. Le taux de croissance des importations est passé de -2,4% en 2011 à +22,2% en 2012.

La hausse des importations des pays de l'UEMOA est imputable à l'ensemble des groupes de produits, à l'exception des autres produits de consommation (les produits pharmaceutiques, etc.). Le dynamisme des importations est soutenu par l'accélération des acquisitions de biens d'équipement et intermédiaires, l'accroissement des approvisionnements en produits alimentaires et l'alourdissement de la facture pétrolière. L'évolution des importations de biens d'équipement et intermédiaires est en rapport avec la poursuite et l'intensification des investissements publics et privés, du fait notamment de la mise en œuvre d'importants projets de construction d'infrastructures économiques et sociales en Côte d'Ivoire et du développement de nouveaux projets miniers et pétroliers dans plusieurs pays de l'Union. Pour ce qui concerne les produits alimentaires, la hausse résulte pour l'essentiel de la gestion de la crise alimentaire dans les pays du Sahel et de l'amélioration des revenus des ménages en Côte d'Ivoire. S'agissant de la facture pétrolière, son alourdissement reflète principalement les tensions sur les marchés internationaux et le regain de la demande en Côte d'Ivoire, nonobstant l'accroissement de l'offre intra-communautaire, subséquente à l'entrée en phase de production de la Société de Raffinage de Zinder (SORAZ).

3.2. Structures des importations de biens de l'UEMOA

Les importations des pays de l'Union en 2012 sont constituées principalement de produits énergétiques (28,5%), de biens d'équipement (19,0%), de produits alimentaires (19,8%) et de biens intermédiaires (19,0%).

• Produits énergétiques

Les achats à l'étranger de produits énergétiques se sont accrus en 2012 dans un contexte de persistance du renchérissement des cours sur le marché international. Avec un prix moyen de 110,65 dollars US en 2012, le Brent boucle sa quatrième année de hausse. L'embargo sur le pétrole iranien a entraîné une chute drastique de la production de brut en Iran. Elle a chuté de plus de 25 % en un an, à 2,7 millions de barils par jour alors qu'elle s'élevait à 3,7 millions de barils par jour en 2010 et à 3,6 millions de barils par jour en 2011. Ainsi, les importations de produits énergétiques au sein de l'UEMOA se sont établies à 4.412,6 milliards contre 4.233,9 milliards en 2011, soit une progression de 4,2%. Dans le même temps, la part des achats de produits énergétiques à l'étranger dans les importations totales de biens dans l'Union a subi une baisse de 4,9 points, passant de 33,4% en 2011 à 28,5% en 2012. Toutefois, les produits énergétiques sont restés le premier poste des importations de l'Union. Ils sont constitués à hauteur de 66,3% de pétrole brut acheminé en Côte d'Ivoire et au Sénégal et à un peu plus de 33,6% de produits raffinés.

Le Nigeria a constitué le principal fournisseur de l'Union en pétrole brut avec une part estimée à 99,9%, en hausse de 3,7 points par rapport à 2011. L'approvisionnement en produits pétroliers raffinés est principalement assuré à travers les échanges intra-UEMOA et par les pays de l'Union Européenne. Les principaux fournisseurs de ce marché sont les trois raffineries de l'UEMOA (la Société Ivoirienne de Raffinage, la Société Africaine de Raffinage et la Société de Raffinage de Zinder, nouvellement entrée en phase de production), les sociétés pétrolières multinationales implantées dans l'Union, ainsi que les négociants agréés au plan international qui sont installés principalement dans les pays européens.

• Biens d'équipement

Les importations de biens d'équipement ont également progressé en 2012. En effet, les acquisitions de biens d'équipement ont subi une hausse de 29,1% par rapport à 2011 pour s'établir à 3.131,4 milliards. Après le recul de 11,0% connu en 2011, ces biens ont occupé le deuxième rang dans le classement des importations avec une part estimée à 20,2% en 2012, contre 19,1% un an auparavant. La majeure partie des achats de biens d'équipement à l'extérieur est constituée de matériel de transport (30,3%), de machines mécaniques (27,3%) et d'appareils électriques (18,3%). L'accroissement des acquisitions de ces biens est lié à la poursuite et l'intensification des investissements publics et privés, du fait notamment de la mise en œuvre d'importants projets de construction d'infrastructures économiques et sociales en Côte d'Ivoire et du développement de nouveaux projets miniers et pétroliers dans plusieurs pays de l'Union.

Les biens d'équipement sont traditionnellement importés du continent européen, particulièrement des pays de l'Union Européenne. Ces derniers ont fourni, en 2012, 44,5% des achats en biens d'équipement de l'UEMOA contre 45,2% en 2011, dont 40,7% du marché de l'Union Européenne. Malgré la perte de 0,7 point de pourcentage au profit de l'Asie, le continent européen demeure le premier fournisseur de l'Union en biens d'équipement. Les importations de cette catégorie de biens en provenance de l'Asie sont estimées à 33,9% des achats des pays de l'UEMOA, contre 37,2% en 2011. Cette situation est en liaison avec la réorientation des échanges vers le continent asiatique, en rapport avec la présence, de plus en plus marquée, des produits chinois dans les pays en développement. La part des approvisionnements en biens d'équipement dans l'UEMOA en provenance de la Chine est passée de 5,5% en 2005 à 18,0% en 2012. Cette évolution traduit la montée en puissance de la Chine dans le développement technologique et l'élargissement de son tissu industriel à des branches autres que celles concentrées dans les pays industrialisés.

• Produits alimentaires

Les importations de produits alimentaires de l'UEMOA se sont accélérées dans tous les pays au cours de l'année 2012. En valeur, ces achats ont enregistré une progression de 33,7% en 2012, contre 10,2% en 2011, du fait de la hausse de leurs prix sur les marchés internationaux et de la gestion de la crise alimentaire dans les pays du Sahel. Les importations de denrées alimentaires se sont situées à 3.068,8 milliards, avec une part de 19,8% des importations totales, contre 18,1% en 2011.

Les céréales, constituées essentiellement du riz et du blé, se maintiennent au premier rang du classement des achats de produits alimentaires avec une part estimée à 41,8%, contre 39,8%

en 2011. Cette hausse est essentiellement impulsée par les autres céréales dont les importations ont augmenté de 17,8%, contre 1,1% un an plus tôt.

Les importations du riz ont baissé de 2,7% en 2012, contre une hausse de 0,1% en 2011 pour s'établir à 542,4 milliards, en relation avec le recul des quantités acquises, la production locale ayant augmenté d'environ 14% et les prix étant en hausse de 4,5% en moyenne sur le marché international. Le riz est principalement fourni par l'Asie à hauteur de 77,0%, en particulier par l'Inde et la Thaïlande. En 2012, la production mondiale de riz a progressé légèrement de 1,0% pour ressortir à 730,0 millions de tonnes (487 millions de tonnes en équivalent blanchi), contre 723,7 millions de tonnes de riz paddy en 2011. Cette quasi stabilité tient à l'équilibre entre les récoltes asiatiques. Les achats de blé, en provenance essentiellement de la France, ont baissé de 36,3% pour se situer à 165,4 milliards. Cette évolution est en rapport avec la hausse du prix international du blé de 16,5%, induite par l'accroissement de la demande mondiale et la dégradation des perspectives de rendement aux Etats-Unis. Les autres facteurs qui ont affecté les prix du blé sont d'une part la tendance à se tourner vers les biocarburants ou la production subventionnée par les gouvernements des pays producteurs des cultures d'huiles bio, et d'autre part l'interdiction par certains pays de l'exportation du blé afin de satisfaire leurs propres consommateurs.

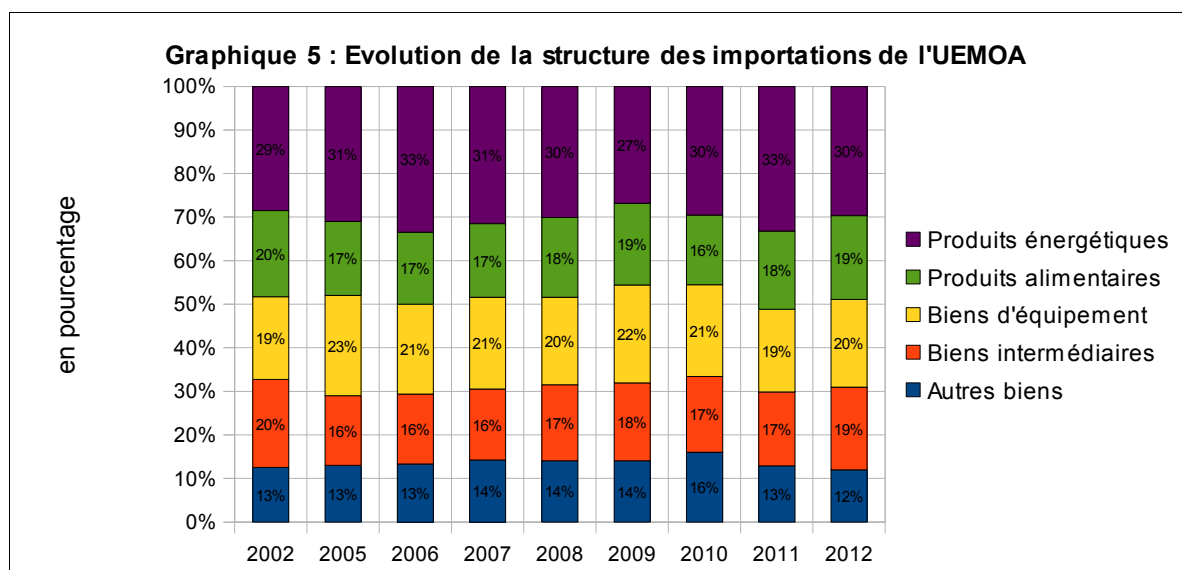
Les politiques de maîtrise de la production laitière engagées dans les pays industrialisés dans les années 2000 ont entraîné une baisse de l'offre mondiale de lait et produits laitiers et donc une hausse des prix rendant ainsi l'accès à ce marché difficile pour les pays africains. Cette situation devrait permettre aux pays africains de définir une politique de relance de la production locale qui à long terme devrait supplanter les importations grâce au potentiel d'élevage de bovins dans beaucoup de pays. Cependant, la dégradation constante des conditions géo-climatiques dans les zones sahéliennes et la nature humide des pays côtiers, freins au développement de l'élevage laitier dans l'UEMOA, sont à la base de la persistance du recours au marché mondial pour assurer un approvisionnement satisfaisant des populations. Ces produits sont fournis à hauteur de 73,0% essentiellement par l'Europe (la France, les Pays-Bas et l'Irlande). Les importations du lait et des produits laitiers sont presque stables et ressortent à 157,3 milliards en 2012. Cette situation s'explique essentiellement par l'évolution à la hausse des cours internationaux des produits laitiers de 11,2%, les achats à l'extérieur en volume étant en baisse de 10,0%.

Les achats de sucre en provenance du Brésil et des Etats-Unis ont connu un recul de 10,3% entre 2011 et 2012. La valeur totale des importations de sucre s'est établie à 129,9 milliards en 2012, contre 144,8 milliards en 2011. Cette évolution s'explique par la surabondance de l'offre. La consommation mondiale de sucre a augmenté de 2,4% et la production a crû de 4,3%. Ce déséquilibre a amené le prix du sucre à son plus bas niveau. Les cours du produit ont connu une baisse de 17,2%, passant de 26,1 cents/livre en 2011 à 21,6 cents /livre en 2012.

• Biens intermédiaires

Les acquisitions de biens intermédiaires composées en grande partie de matériaux de construction et de produits chimiques, sont ressorties en nette progression. Leur part dans les importations totales est estimée à 19,0% en 2012, contre 17,0% en 2011. L'accroissement de 36,4% des achats de ces biens en 2012, contre une baisse de 4,8% en 2011 est lié notamment au dynamisme du secteur des Bâtiments et Travaux Publics (BTP)

noté dans les Etats membres de l'Union, en rapport avec l'exécution de projets d'investissements publics, notamment du fait de la mise en œuvre d'importants projets de construction d'infrastructures économiques et sociales en Côte d'Ivoire⁴.



Sources : Statistiques douanières et BCEAO.

3. 3. Principaux fournisseurs de l'Union

En 2012, les principales sources d'approvisionnement des pays de l'UEMOA sont l'Europe, notamment l'Union Européenne, le continent asiatique, les pays de l'Afrique (hors UEMOA) et l'Amérique.

L'Union Européenne est restée au premier rang des principaux fournisseurs de l'UEMOA avec une part dans les importations totales estimée à 34,4% nonobstant le recul de 2,1 points par rapport à 2011 au profit des partenaires africains. Les importations de l'Union en provenance de cette région se sont établies à 4.747,4 milliards, soit une hausse de 14,4% par rapport à l'année précédente. Ces achats sont effectués principalement dans la Zone euro, spécifiquement de la France qui demeure le premier pays fournisseur de l'UEMOA et détenant une part de 13,6% dans les importations totales de la Zone.

4. La Côte d'Ivoire a lancé en 2012 un Plan National de Développement (PND) d'un coût global de 12.000 milliards de FCFA sur la période 2012-2015. Ce programme prévoit notamment d'importants projets de construction d'infrastructures économiques et sociales, telles que des routes, des ponts, des centrales électriques, des écoles et des hôpitaux.

Tableau 7 : Liste des principaux fournisseurs de l'Union

Principaux produits	Principaux fournisseurs
Produits alimentaires dont :	
Riz	Thaïlande, Pakistan, Brésil
Blé, froment	France, Russie, Canada
Autres céréales (maïs, mil, sorgho, haricot, ...)	Pays de l'UEMOA, France, USA, Inde, Thaïlande
Lait et produits de laiterie	France, Pays-Bas, Irlande, Brésil
Sucres et sucrerie	France, Allemagne, Brésil
Boissons	France, Espagne, Tunisie
Produits énergétiques	France, Pays-Bas, Belgique, Nigeria, USA, Royaume-Uni, Russie
Biens intermédiaires	France, Allemagne, Belgique, Italie, Espagne, Portugal, Russie, Ghana, USA, Chine, Inde, Japon
Biens d'équipement	France, Allemagne, Belgique, Finlande, Royaume-Uni, Afrique du Sud, USA, Chine, Japon, Inde

Sources : Statistiques douanières, BCEAO.

Les approvisionnements en provenance de l'Union Européenne sont constitués pour l'essentiel de biens d'équipement et intermédiaires (45,2%), de produits pétroliers raffinés (20,6%), de produits alimentaires (19,3%), en particulier le blé et le lait, ainsi que de produits pharmaceutiques (10,0%).

Les importations de biens en provenance de l'Asie ont fortement progressé en 2012, en liaison notamment avec la hausse des importations de riz (+37,2%), de biens d'équipement (+40,8%) et de produits chimiques (+26,9%). La valeur des importations en provenance d'Asie s'est située à 1.421,3 milliards en 2012, contre 1.292,3 milliards un an plus tôt, soit un accroissement de 10,0%, après le recul de 16,2% en 2011. Ces achats ont représenté 26,8% des importations totales en 2012, contre 26,2% en 2011, soit une augmentation de 0,6 point de pourcentage. La Chine a maintenu sa place de troisième fournisseur de l'Union avec une part des importations de 9,6% en 2012, contre 10,2% en 2011, soit un recul de 0,6 point.

Les acquisitions de biens en provenance de l'Asie sont dominées par les biens d'équipement avec une part de 28,7% venant essentiellement de la Chine pour un montant de 296,5 milliards, les biens intermédiaires expédiés essentiellement par la Chine, l'Inde et le Japon, dont la part est estimée à 23,2%, ainsi que le riz représentant une part de 12,1% et fourni en particulier par la Thaïlande et l'Inde.

Encadré 4 : Evolution des échanges commerciaux entre les pays de l'UEMOA et ceux du groupe BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud)

La coopération entre l'UEMOA et les pays dits BRICS a connu une nouvelle impulsion et suscité beaucoup d'intérêt ces dernières années. La raison en est que ces pays – Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud – jouent un rôle de plus en plus important dans le commerce, l'investissement, le financement et la gouvernance à l'échelle mondiale.

Les BRICS constituent aujourd'hui une force économique mondiale majeure. Avec 40 % de la population mondiale, ils représentent plus d'un cinquième de la production mondiale et près d'un cinquième de l'ensemble des échanges commerciaux et des flux d'investissements directs étrangers (IDE). Ils sont également une source d'aide de plus en plus importante pour le continent.

L'expérience réussie des BRICS et d'autres économies émergentes (Chili, Hong Kong, Malaisie, Singapour, Corée du Sud, Taiwan et Thaïlande) depuis quelques années démontre amplement que le commerce est un bon stimulant de la croissance. Les échanges commerciaux entre l'Afrique et les BRICS se sont développés plus rapidement qu'avec toute autre région du monde, doublant de volume depuis 2007, pour s'établir à 340 milliards de dollars des Etats-Unis en 2012, et devraient, selon les projections, atteindre 500 milliards de dollars en 2015. Les échanges entre les BRICS et l'UEMOA ont également connu une hausse considérable. Ils ont cru en moyenne de 12,7% par an sur la période 2006-2012.

L'UEMOA est un importateur net vis-à-vis des pays du groupe BRICS. L'évolution récente montre que le déficit commercial de l'Union avec ces pays est en constante détérioration, à l'exception de l'année 2011, où les expéditions ont enregistré un bond avec les exportations d'or vers l'Afrique du Sud qui est devenue la première destination de la Zone. L'année 2011 a également été marquée par une baisse globale des importations de l'Union, en liaison avec la crise post électorale vécue en Côte d'Ivoire. Ce déficit s'est aggravé de 390,9 milliards, passant de 50,0 milliards en 2011 à 440,9 milliards en 2012, du fait essentiellement de la hausse plus importante des importations (28,8%) que des exportations (6,7%), en relation avec l'augmentation sensible des achats de biens d'équipement induite par la mise en œuvre des projets d'infrastructures et miniers.

Tableau 8 : Echanges de l'UEMOA avec les pays du groupe (BRICS) en milliards de FCFA

ZONES GEOGRAPHIQUES	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
EXPORTATIONS	1077,0	941,1	1043,3	1043,9	1111,2	1706,6	1822,0
Brésil	25,0	39,6	43,5	39,5	32,3	67,8	74,2
Russie	6,8	10,3	9,5	6,5	12,4	16,6	13,0
Inde	140,2	207,2	255,9	267,2	275,4	384,7	429,1
Chine	323,8	206,3	84,8	138,6	93,3	194,4	296,5
Afrique du Sud	581,3	477,7	649,6	592,0	697,9	1043,1	1009,2
IMPORTATIONS	1107,5	1422,4	1752,3	1991,8	2380,9	2066,5	2662,2
Brésil	152,5	192,8	210,8	240,8	168,3	230,3	233,0
Russie	125,4	132,6	133,2	152,6	162,8	175,9	186,3
Inde	215,2	299,2	261,7	257,4	251,6	280,4	656,7
Chine	462,4	629,9	921,4	1088,9	1482,9	1163,5	1328,0
Afrique du Sud	152,0	167,8	225,1	252,1	315,3	216,4	258,2
BALANCE COMMERCIALE	135,6	-268,0	-446,1	-649,2	-912,5	-50,0	-440,9
Brésil	-104,7	-124,3	-135,6	-165,1	-110,8	-128,0	-123,9
Russie	-99,8	-102,4	-103,7	-123,2	-126,0	-133,0	-145,4
Inde	-42,7	-47,2	33,5	48,5	61,6	146,3	-129,1
Chine	-69,2	-329,1	-698,4	-787,0	-1167,2	-794,5	-832,3
Afrique du Sud	452,1	335,1	458,2	377,7	429,9	859,2	789,8

Sources : Statistiques douanières et BCEAO.

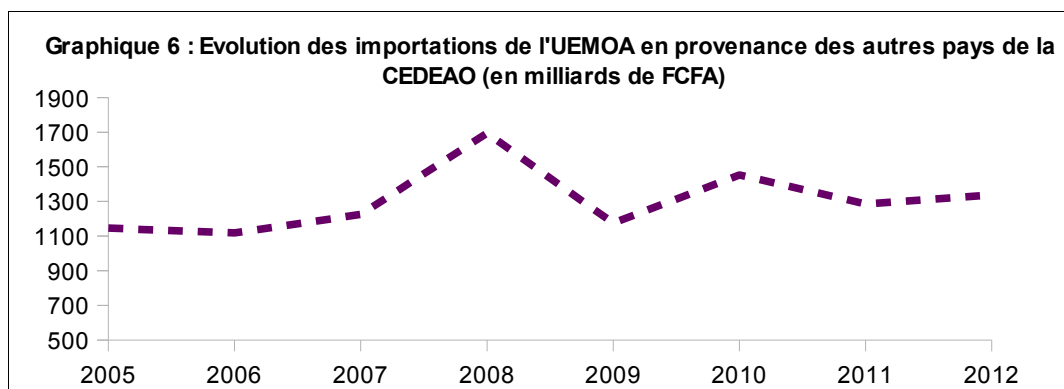
En 2012, les exportations sont en hausse de 6,8%, pour ressortir à 1.822,0 milliards, contre 1.706,6 milliards un an plus tôt. L'or a représenté le plus important poste d'exportation de l'UEMOA vers le groupe BRICS avec 53,9%, suivi du coton avec 12,6%. Les ventes d'or à destination des pays du groupe BRICS sont destinées exclusivement à l'Afrique du Sud, tandis que le coton, qui occupe la deuxième place, a été vendu à la Chine (90,6%) et à l'Inde (9,4%). Les autres produits vendus par l'Union en direction de ce groupe de pays sont constitués des produits chimiques (9,3%), notamment l'acide phosphorique, essentiellement destinés à l'Inde (83,5%) et à la Russie (6,6%), ainsi que de cacao (3,1%) dont 73,4% sont orientés vers le Brésil.

Les acquisitions de biens de l'Union en provenance des pays du groupe BRICS sont évalués à 2.662,2 milliards de FCFA en 2012, contre 2.066,5 milliards un an plus tôt, soit une hausse de 28,8%. Elles sont constituées essentiellement de biens intermédiaires et d'équipement (60,3%), des produits alimentaires (12,1%) et énergétiques (10,3%). La plus importante source d'approvisionnement du groupe est la Chine avec 49,9% des importations constituées essentiellement des biens intermédiaires et d'équipement. Cette situation s'explique par le dynamisme du secteur des Bâtiments et Travaux Publics (BTP) induit par la mise en œuvre des programmes de construction d'infrastructures dans la plupart des Etats de l'Union. Elle reflète également l'essor de l'investissement dans les secteurs minier et pétrolier, comme l'illustre la progression des flux d'investissements directs étrangers en provenance des partenaires traditionnels et des pays émergents comme la Chine, l'Inde et l'Afrique du Sud.

Les échanges commerciaux entre l'Union et le reste de l'Afrique se sont consolidés en 2012. En effet, les importations de l'Union en provenance du continent africain se sont accrues de 33,8% en 2012, contre un repli de 3,1% en 2011. Cette orientation à la hausse des échanges commerciaux est attribuable notamment au renforcement du partenariat commercial avec les pays de la CEDEAO (+37,5%). Le Nigeria demeure le premier partenaire africain de l'UEMOA et le deuxième au plan international après la France avec une part de 13,3% en 2012, contre 9,8% en 2011. En somme, les approvisionnements de l'Union au niveau des autres pays de l'Afrique représentent 20,2% de ses importations totales en 2012.

Les biens acquis par les pays de l'Union sur le continent africain sont dominés par les produits énergétiques dont le pétrole brut (86,1%) provenant du Nigeria, le pétrole raffiné et les biens alimentaires échangés sur le marché intra-communautaire.

Les relations commerciales entre l'Union et les autres pays de la CEDEAO se sont renforcées sous l'impulsion du Nigeria en 2012. En effet, les importations de l'Union en provenance des autres pays de la CEDEAO ont progressé de 7,7% en 2012, contre une baisse de 18,9% une année plus tôt. Elles sont ressorties à 1.376,8 milliards en 2012, contre 1.278,6 milliards en 2011. Leur part dans le total des importations de l'Union est passée de 10,9% en 2011 à 15,1% en 2012, soit une hausse de 4,2 points de pourcentage.



Sources : BCEAO, Statistiques douanières.

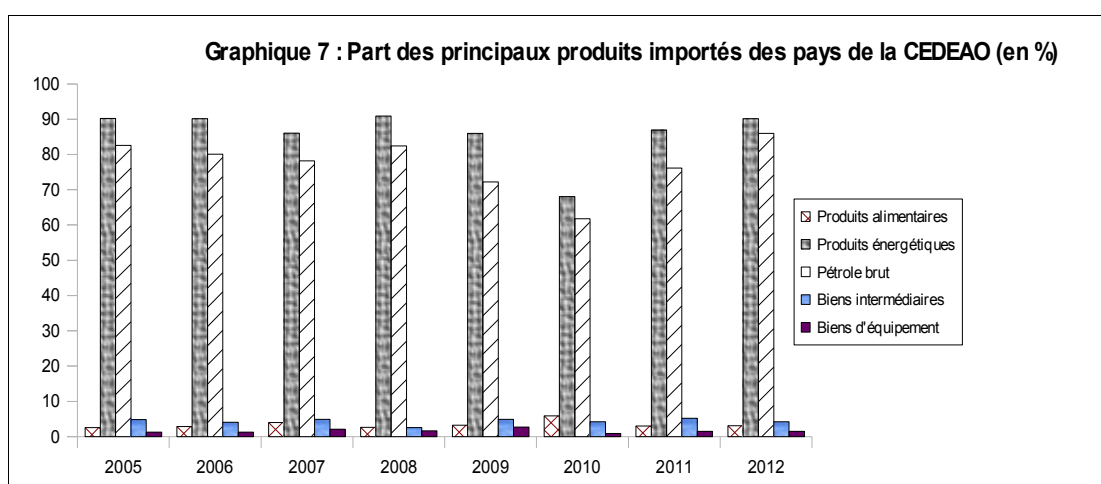
La Côte d'Ivoire, le Sénégal, le Burkina, le Niger et le Mali sont les premières destinations des produits en provenance des autres pays de la CEDEAO, avec des parts respectives de 66,4%, 18,9%, 4,2%, 3,1% et 3,0% en 2012.

Tableau 9 : Importations de l'UEMOA en provenance des autres pays de la CEDEAO (en % du total)

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Bénin	4,3	5,2	3,4	4,1	4,0	4,4	0,6	2,6
Burkina	3,6	2,1	5,4	3,4	3,5	6,2	6,8	4,2
Côte d'Ivoire	67,6	77,2	72,4	65,0	64,2	66,4	61,5	66,1
Guinée-Bissau	0,1	0,9	0,1	0,0	0,0	0,2	0,1	0,1
Mali	4,2	2,8	3,4	1,6	1,9	1,7	4,3	3,0
Niger	1,8	3,2	2,6	2,1	3,9	3,3	3,8	3,1
Sénégal	17,5	6,3	9,3	21,0	17,9	15,8	20,4	18,9
Togo	0,8	2,3	3,3	2,7	4,6	1,9	2,4	1,9
UEMOA	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

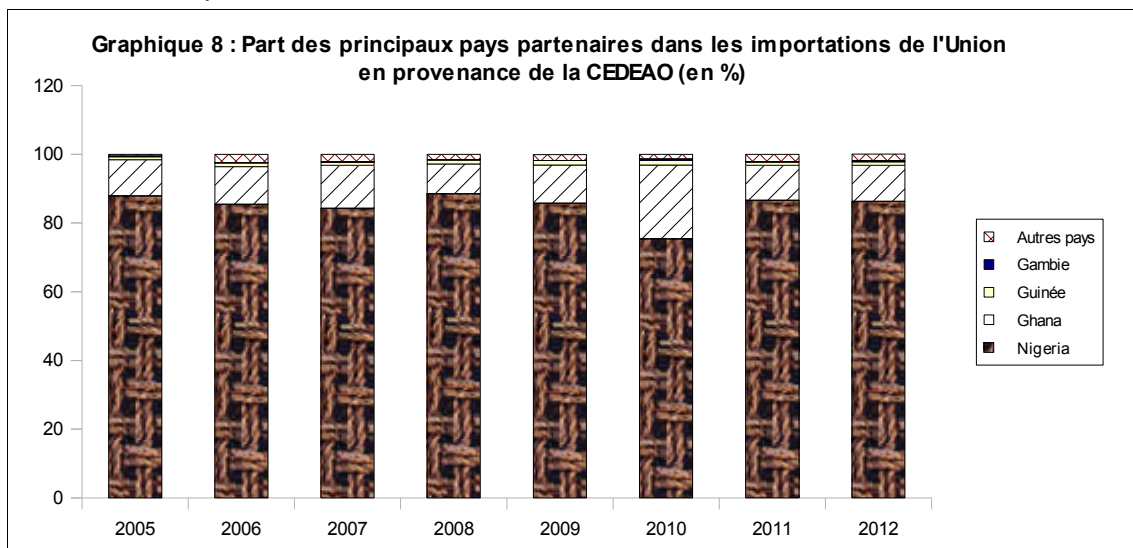
Sources : BCEAO, Statistiques douanières.

Les importations de l'Union en provenance de la CEDEAO ont progressé sous l'effet de la hausse des achats de produits énergétiques, du dynamisme des achats de produits alimentaires, notamment les produits laitiers, la viande et le poisson congelés.



Sources : BCEAO, Statistiques douanières.

Les principaux pays fournisseurs sont le Nigeria et le Ghana, avec des parts respectives estimées à 86,3% et 10,5%. Ces deux pays vendent aux Etats membres de l'Union des produits énergétiques constitués essentiellement de pétrole brut, des produits chimiques, des appareils électriques, des matériaux de construction, des produits laitiers, ainsi que des produits cosmétiques et d'entretien.



Sources : BCEAO, Statistiques douanières.

Nonobstant leur bonne orientation, les échanges effectués entre l'UEMOA et les autres pays de la CEDEAO ne représentent qu'environ 4%⁵ du commerce de ces derniers avec le reste du monde. Ainsi, du point de vue des autres pays de la CEDEAO, l'Union ne constitue pas un partenaire commercial majeur.

Les acquisitions en provenance du continent américain ont fortement baissé en 2012 sous l'impulsion des Etats-Unis et du Canada. Elles ont reculé de 24,0%, contre une hausse de 37,3% en 2011 pour s'établir à 842,2 milliards. Cette chute des importations est liée à la baisse des acquisitions de produits énergétiques, de matériels de transport et machines mécaniques en provenance des Etats-Unis. Cependant, ce pays demeure le premier partenaire de l'Union dans le continent américain et onzième au plan mondial, après avoir occupé la cinquième place pendant une dizaine d'années, avec une part dans les importations totales de l'Union de 4,3%. Les Etats-Unis sont suivis, au niveau du continent américain, du Brésil dont les ventes sont dominées essentiellement par le sucre.

En somme, les importations de l'Union sont restées fortement dépendantes des produits énergétiques et alimentaires, ainsi que des biens d'équipement et intermédiaires en 2012. Cette situation s'est caractérisée par la hausse de la facture énergétique et alimentaire, en rapport avec la progression généralisée des cours internationaux de produits alimentaires, notamment le riz, le blé, le lait, ainsi que des cours du baril de pétrole, qui s'est accentuée en 2012. L'impact de la hausse de ces cours sur les acquisitions de biens de l'extérieur a été en outre renforcé par la demande importante de biens intermédiaires et d'équipement adressée à l'étranger, en liaison avec les investissements des Etats de l'Union dans le domaine des

5. Estimations à partir des données de la Banque Mondiale. Ces données n'intègrent toutefois pas les échanges informels.

infrastructures, des secteurs minier et de la télécommunication. La conjugaison de ces facteurs s'est traduite par une hausse des importations de **16,1% en 2012, contre une baisse de 2,4% en 2011** et un creusement du déficit commercial.

Tableau 10 : Répartition géographique des importations de l'UEMOA entre 2002 et 2012 (en %)

	2002	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
EUROPE	53,1	45,1	45,3	43,8	40,5	40,9	40,8	42,1	40,6
AFRIQUE	14,5	20,4	18,7	18,0	20,9	18,2	18,7	17,8	20,2
AMERIQUE	4,9	7,6	7,8	8,2	9,9	9,5	9,8	9,6	10,9
ASIE	24,0	21,3	19,3	21,6	26,1	28,0	28,0	26,2	26,8
AUTRES PAYS	3,4	5,6	8,9	8,4	2,6	3,5	2,8	4,4	1,5
TOTAL IMPORT CAF	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Sources : BCEAO, Statistiques douanières.

3.4. Contribution des pays membres de l'Union à la croissance des importations de biens

L'analyse des importations de biens révèle que la Côte d'Ivoire, le Sénégal, le Burkina et le Mali ont été les principaux demandeurs de biens étrangers dans l'Union au cours de l'année 2012, avec respectivement 35,6%, 21,3%, 11,8% et 11,4%. Leurs contributions à la croissance des importations sont de 15,1%, 4,2%, 4,0% et 1,5% en 2012, contre respectivement -6,3%, +1,4%, 3,2% et -0,9% en 2011. Les parts de la Côte d'Ivoire et du Burkina dans le total des ventes à l'extérieur ont augmenté de 7,2 points et 1,6 points, en raison notamment de la hausse des acquisitions de biens intermédiaires et d'équipement, en rapport avec la poursuite et l'intensification des investissements publics et privés, du fait notamment de la mise en œuvre d'importants projets de construction d'infrastructures économiques et sociales en Côte d'Ivoire, ainsi que du développement de nouveaux projets miniers au Burkina. Bien que leurs contributions à la croissance soient positives, les parts des importations du Mali et du Sénégal ont baissé de -1,1 point et -0,7 point, en raison de la baisse des achats de biens de consommation. Les parts des acquisitions de biens du Bénin, du Togo et du Niger dans l'ensemble des importations ont reculé pour ressortir respectivement à 7,3%, 6,6% et 5,6%. Cette situation s'explique essentiellement par la baisse des importations des produits pétroliers dans ces pays en raison notamment de l'accroissement de l'offre communautaire, consécutif à l'entrée en phase de production de la Société de Raffinage de Zinder (SORAZ) au Niger. La part de la Guinée-Bissau dans les acquisitions totales de biens est ressortie à 0,4%, contre 0,7% un an plus tôt, en raison de la baisse de toutes les composantes de ses importations.

Tableau 11 : Part des pays membres dans les importations de l'UEMOA entre 2002 et 2012 (en %)

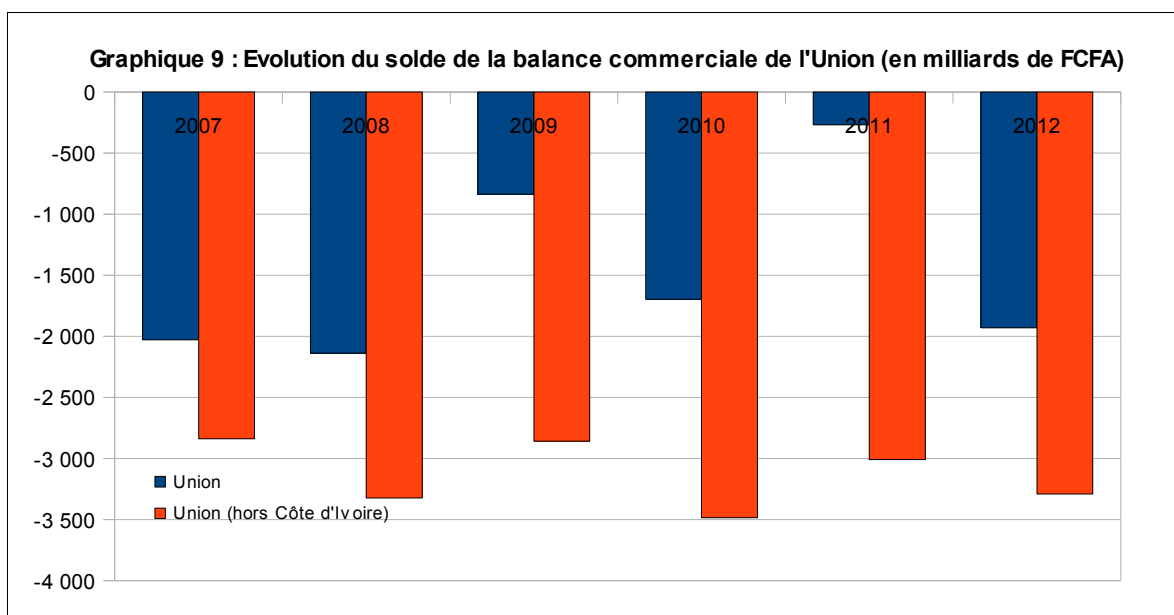
	2002	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Bénin	9,3	5,6	5,9	7,6	8,6	9,4	8,5	8,1	7,3
Burkina	7,4	7,8	8,7	8,0	8,4	9,8	8,6	10,2	11,8
Côte d'Ivoire	36,5	40,0	37,4	36,9	33,3	33,6	34,0	28,4	35,6
Guinée-Bissau	0,9	0,9	0,8	0,5	0,6	0,8	0,6	0,7	0,4
Mali	11,8	9,7	10,7	10,4	13,1	11,0	13,0	12,5	11,4
Niger	5,8	4,6	5,0	4,5	5,0	7,1	8,7	7,1	5,6
Sénégal	23,1	22,0	21,5	23,2	25,5	20,0	18,2	22,0	21,3
Togo	5,2	9,3	9,9	9,0	5,5	8,4	8,2	11,0	6,6
TOTAL IMPORTATION CAF UEMOA	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Sources : BCEAO, Statistiques douanières.

IV. EVOLUTION DU SOLDE DES ECHANGES COMMERCIAUX DE 2011 A 2012

4.1. Caractéristiques globales du solde commercial

Après un assouplissement en 2011, le déficit commercial⁶ de l'Union, établi sur la base des statistiques douanières, s'est accentué en 2012. Pour l'ensemble de l'Union, le solde commercial est ressorti déficitaire de -1.931,0 milliards FCFA en 2012, contre -268,2 milliards FCFA en 2011. Hormis la Côte d'Ivoire, seul pays au commerce extérieur structurellement excédentaire, ce déficit s'est aggravé, pour s'afficher à -3.291,5 milliards FCFA en 2012, contre -3.009,4 milliards FCFA en 2011.



Sources : Statistiques douanières et BCEAO.

La dégradation du profil de la balance commerciale est en rapport avec la détérioration des termes de l'échange⁷, indicateur du pouvoir d'achat des exportations. Déterminés à partir de l'évolution des prix moyens des produits échangés, ils se sont inscrits en baisse, de 9,6% en 2012, contre une progression de 11,5% en 2011. Ce repli des termes de l'échange est en rapport avec la persistance de la flambée des cours internationaux du pétrole et des produits alimentaires, dans un contexte où les prix des principaux produits agricoles exportés par les pays de l'Union ont enregistré des reculs importants.

Par ailleurs, le taux de couverture des importations par les exportations a baissé de 10,4 points de pourcentage pour ressortir à 72,5% en 2012, contre 82,9% un an plus tôt.

Ces évolutions ont, avec les contre-performances productives des filières agricoles d'exportation, ainsi que la progression des achats de biens d'équipement, été à la base de la dégradation de la balance commerciale.

6. Ce solde est calculé en base FOB-FOB. Les importations étant en valeur CAF, elles ont été ajustées de -15,0% pour en déduire le fret et l'assurance. Ce taux de 15,0% correspond au niveau moyen estimé à partir des taux en valeur CAF pour obtenir le montant en valeur FOB au niveau des pays de l'Union.

7. Ils sont mesurés par le rapport entre l'indice des prix à l'exportation et celui des prix à l'importation, établis à partir de la structure des échanges par groupes de produits. L'année 2005 a été utilisée comme base, dans la mesure où elle sert de point de départ de la collecte des données selon la nomenclature SH4.

Toutefois, l'examen du profil du commerce extérieur de l'Union révèle un taux d'ouverture commerciale⁸ en nette progression depuis le début des années 1990, en raison d'une forte augmentation des flux commerciaux des biens. Il est ressorti à 33,1% en 2012, contre 31,6% en 2011, soit un accroissement de 1,5 point de pourcentage. Cette évolution confirme les mutations importantes enregistrées par les échanges extérieurs de l'Union en termes de diversification du portefeuille de produits et de partenaires, dans un contexte de flambée des prix internationaux des produits de base.

Tableau 12 : Evolution des termes de l'échange de l'UEMOA

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Exportations totales en valeur (en milliards de FCFA)	6 009,6	6 761,3	6 421,0	7 539,7	8 252,4	9 333,4	10 500,0	11 223,3
Exportations totales en quantité (en millier de tonnes)	16 850,0	19 614,6	19 046,4	16 565,0	18 685,5	18 829,5	18 144,0	20 597,2
Prix moyen des exports (en FCFA/Kg)	0,4	0,3	0,3	0,5	0,4	0,5	0,6	0,5
Indice de volume des exports base 100 en 2005	100,0	116,4	113,0	98,3	110,9	111,7	107,7	122,2
Indice de prix moyen des exports base 100 en 2005	100,0	96,7	94,5	127,6	123,8	139,0	162,3	152,8
Importations totales en valeur (en milliards de FCFA)	8 390,6	8 890,7	10 051,5	11 386,5	10 692,9	12 975,6	12 668,5	15 475,6
Importations totales en quantité (en millier de tonnes)	27 521,9	27 144,0	30 873,8	30 620,1	32 256,7	33 489,5	31 217,1	36 600,0
Prix moyen des imports (en FCFA/Kg)	0,3	0,3	0,3	0,4	0,3	0,4	0,4	0,4
Indice de volume des imports base 100 en 2005	100,0	98,6	112,2	111,3	117,2	121,7	113,4	133,0
Indice de prix moyen des imports base 100 en 2005	100,0	107,4	106,8	122,0	108,7	127,1	133,1	138,7
Indice des volumes base 100 en 2005	100,0	118,0	100,8	88,4	94,6	91,8	94,9	91,9
Taux de croissance en %	-12,8	18,0	-14,6	-12,3	7,1	-2,9	3,4	-3,2
Termes de l'échange base 100 en 2005	100,0	90,0	88,5	104,6	113,9	109,4	121,9	110,2
Taux de croissance en %	-5,2	-10,0	-1,6	18,2	8,8	-4,0	11,5	-9,6

Sources : Statistiques douanières et BCEAO.

4.2. Solde commercial par grand groupe de produits

Pour les besoins de l'analyse, les exportations et les importations ont été classées en trois groupes, à savoir (i) les produits alimentaires⁹, (ii) les produits pétroliers et (iii) les autres produits¹⁰. La répartition du déficit des échanges commerciaux indique qu'il est imputable à tous les produits, essentiellement aux produits énergétiques et alimentaires à hauteur respectivement de 69,2% et 38,1%. Cette situation s'explique par une forte dépendance énergétique des pays de l'UEMOA, notamment à l'égard du pétrole, car la quasi-totalité de leurs besoins énergétiques est importée. En outre, les importations des pays de l'Union en produits alimentaires n'ont cessé d'augmenter ces dernières années, en liaison notamment avec la persistance des déficits céréaliers enregistrés dans les pays du Sahel et l'augmentation des cours internationaux des produits alimentaires.

8. L'indicateur utilisé ici est une mesure du poids des échanges extérieurs des biens dans l'activité économique intérieure. Le degré d'ouverture d'une économie correspond à la somme des exportations et des importations de biens rapportée au PIB.

9. Comprend le cacao, le café, les céréales, les farines, les graines oléagineuses, fruits et légumes, les produits de l'élevage et de la pêche, les boissons, les pâtes alimentaires, etc.

10. Pour les exportations, il s'agit principalement des produits miniers (or, uranium et phosphates), des produits chimiques, du ciment, du coton, du caoutchouc, du bois, etc. Au niveau des importations, les autres produits sont essentiellement constitués des biens d'équipement et intermédiaires.

Tableau 13 : Evolution du solde commercial par groupe de produits (en % du PIB)

Solde par produits	2000	2002	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Produits alimentaires	1,3	2,2	-2,0	-2,4	-3,5	-3,9	-1,6	-2,3	-1,0	-0,6
Produits pétroliers	-2,0	-1,0	-3,8	-2,5	-4,0	-2,2	-1,5	-3,7	-4,3	-3,3
Autres produits	1,4	3,8	1,3	1,7	-0,4	-0,8	0,6	1,1	4,5	-0,9
Ensemble	0,7	4,9	-4,5	-3,1	-7,9	-6,8	-2,6	-4,9	-0,7	-4,8

Sources : Statistiques douanières et BCEAO.

4.3. Solde commercial vis-à-vis des principaux partenaires

Après une amélioration du déficit commercial observée dans les pays de l'Union en 2011, le solde des flux commerciaux s'est détérioré, au cours de la période sous revue, vis-à-vis de l'ensemble des principaux groupes de pays partenaires.

Comme durant les années précédentes, les déficits les plus importants ont été enregistrés par rapport au continent asiatique et, en particulier, à la Chine et à la Thaïlande, en liaison avec l'importance accrue des achats de riz et de biens d'équipement et intermédiaires en provenance desdits pays. Le solde commercial avec le continent asiatique est ressorti déficitaire de -1.727,0 milliards en 2012, contre -1.232,1 milliards une année plus tôt, soit une hausse de 40,2%. L'aggravation du déficit vis-à-vis des pays asiatiques, d'une année à l'autre, est essentiellement imputable à l'accroissement des acquisitions de biens intermédiaires et d'équipement plus important que les exportations à destination de ce continent. La Chine est devenue le deuxième pays partenaire de l'Union où le déficit commercial est le plus important (1.031,5 milliards), derrière la France (1.154,8 milliards).

Avec les pays de l'Union Européenne, le solde déficitaire de l'Union s'est fortement dégradé, pour s'établir à 1.247,9 milliards en 2012, contre 824,9 milliards en 2011, en relation avec le flux significatif des importations de céréales, de pétrole raffiné et, dans une moindre mesure, de l'accroissement des acquisitions des biens d'équipement et intermédiaires. Cette évolution traduit l'aggravation du déficit commercial avec la France, le Royaume-Uni et la Belgique.

S'agissant du continent américain, le solde commercial vis-à-vis de l'Union est passé d'une situation excédentaire de 186,2 milliards en 2011 à un déficit de 437,0 milliards en 2012, du fait essentiellement de la hausse des importations en provenance du Canada et des Etats-Unis.

En revanche, au niveau du continent africain, hormis le Nigeria, le solde des échanges commerciaux est ressorti excédentaire avec les principaux partenaires, notamment avec les autres pays de la CEDEAO et de la CEMAC, ainsi que l'Afrique du Sud. Cette évolution est essentiellement imputable au recul des produits pétroliers raffinés.

Le solde commercial des échanges entre l'UEMOA et les autres pays de la CEDEAO est ressorti déficitaire, en liaison avec le renchérissement des importations de pétrole brut sous l'effet de la hausse des cours sur le marché international. En effet, le solde commercial¹¹ est passé de +195,0 milliards en 2011 à -388,6 milliards en 2012, soit une dégradation du solde de 583,6 milliards. La forte baisse du solde commercial en 2012 est attribuable, en grande

11. Il s'agit du solde commercial FOB-FOB.

partie, à la Côte d'Ivoire et au Sénégal, en raison de la hausse de la valeur de leurs achats de produits pétroliers au Nigeria. Cette configuration traduit le fait que les pays de l'Union, particulièrement la Côte d'Ivoire, raffinent le pétrole brut importé du Nigeria et l'exportent vers les autres pays de la CEDEAO.

Tableau 14: Evolution du solde commercial par partenaire (en % du PIB)

	2002	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Europe	5,2	-1,9	-1,6	-2,8	-2,5	0,0	-1,7	-0,3	-1,5
Dont Zone euro	3,8	-2,0	-1,6	-2,9	-1,7	-0,8	-2,3	-3,3	-2,1
Afrique	1,2	-0,4	1,7	0,5	0,9	1,9	2,4	2,7	1,4
Amérique	1,4	1,2	0,3	-0,8	-0,9	-0,5	-0,5	0,5	-1,1
Asie	-2,9	-2,7	-2,4	-3,4	-4,9	-4,5	-5,3	-3,4	-4,3
Autres pays	0,1	-0,7	-1,1	-1,3	0,5	0,6	0,3	-0,2	0,7
Total	4,9	-4,5	-3,1	-7,9	-6,8	-2,6	-4,9	-0,7	-4,8

Sources : Statistiques douanières et BCEAO.

4.4. Contribution des pays membres au Solde commercial

L'évolution du solde des échanges commerciaux par pays membres indique que le Sénégal, avec -3,6% du PIB de l'UEMOA, le Bénin (-2,0%), le Burkina (-1,0%), le Togo (-0,8%), le Mali (-,4%) et le Niger (-0,3%), sont à l'origine des déficits enregistrés au cours de l'année 2012. Bien qu'en baisse de 4,1 points, la contribution de la Côte d'Ivoire est ressortie positive de 3,4%, contre +7,5% un an plus tôt. Toutefois, les balances commerciales se sont améliorées en Guinée-Bissau, au Mali, au Niger et au Togo en 2012, pour ressortir respectivement à -1,0%, -3,1%, -3,3% et -16,9% du PIB, contre -3,4%, -4,2%, -10,1% et -38,7% du PIB de l'UEMOA en 2011. En revanche, le déficit commercial s'est aggravé au Bénin, au Burkina et au Sénégal au cours en 2012, du fait de la forte dépendance de ces pays vis-à-vis des produits pétroliers et alimentaires, ainsi que de l'acquisition de biens d'équipement et intermédiaire au Burkina.

L'impact négatif du solde des échanges est atténué par l'excédent engrangé structurellement par la Côte d'Ivoire, en liaison notamment avec la hausse des exportations du café, du coton d'or et de produits pétroliers. La baisse de l'excédent commercial de la Côte d'Ivoire s'explique notamment par l'importance des importations en bien d'équipement et intermédiaires nécessaires à la mise en œuvre du programme national développement (PND).

Tableau 15 : Contribution des Etats membres au solde commercial (en % du PIB de l'UEMOA)

	2002	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Bénin	-1,2	-1,0	-1,3	-1,8	-1,6	-1,8	-2,0	-1,8	-2,0
Burkina	-1,0	-1,5	-1,6	-1,5	-1,8	-1,3	-0,8	0,1	-1,0
Côte d'Ivoire	8,7	3,9	5,4	2,6	3,8	6,2	5,1	7,5	3,4
Guinée-Bissau	-0,0	-0,1	-0,1	0,1	-0,1	-0,1	-0,1	-0,0	-0,0
Mali	0,3	-0,5	-0,1	-0,7	-1,3	-0,5	-1,3	-0,6	-0,4
Niger	-0,3	-0,3	-0,5	-0,6	-0,5	-1,1	-1,8	-0,8	-0,3
Sénégal	-1,5	-3,3	-3,4	-4,4	-4,9	-2,8	-2,7	-3,2	-3,6
Togo	0,1	-1,7	-1,6	-1,5	-0,5	-1,1	-1,4	-1,8	-0,8
Union	4,9	-4,5	-3,1	-7,9	-6,8	-2,6	-4,9	-0,7	-4,8
Union (hors Côte d'Ivoire)	-3,8	-8,4	-8,5	-10,4	-10,6	-8,8	-10,0	-8,2	-8,2

Sources : Statistiques douanières et BCEAO.

CONCLUSION

Le solde commercial des pays de l'UEMOA s'est dégradé en 2012, après une amélioration enregistrée en 2011. Cette évolution résulte notamment de l'alourdissement de la facture énergétique, ainsi que de l'augmentation des achats des biens intermédiaires et d'équipement. L'orientation haussière de la facture des importations des pays de l'UEMOA s'explique par la détérioration des termes de l'échange, nonobstant l'accroissement des exportations au cours de l'année. Rapporté au PIB, le déficit commercial s'est accentué, passant de 0,7% en 2011 à 4,8% en 2012.

La structure des exportations de l'Union a connu une modification avec la diminution de l'influence des filières agricoles, en raison notamment des difficultés d'organisation mais aussi face à une montée fulgurante des ventes extérieures de produits miniers et pétroliers. Cette tendance a également été induit la diversification des débouchés pour certains produits, notamment l'or et l'uranium, dont le poids dans les exportations a sensiblement progressé au cours des années récentes. Ainsi l'Europe, notamment l'Union Européenne et plus précisément les pays de la zone euro, destination traditionnelle des produits agricoles de l'Union, a vu sa part dans les ventes à l'extérieur de l'Union diminuée au profit, des autres pays de l'Afrique. La hausse des exportations vers l'Afrique reflète l'intensification des échanges avec les pays de la Zone CEDEAO, notamment le Nigeria, ainsi que le développement des relations commerciales avec l'Afrique du Sud. Avec l'émergence de nouvelles puissances économiques, en particulier le groupe BRICS, des opportunités d'amélioration de la qualité des échanges sont disponibles, en raison notamment de l'importance des produits vendus en destination de ces pays qui prennent de plus en plus d'essor.

Par ailleurs, les importations restent dominées par les biens alimentaires et pétroliers à cause de la dépendance énergétique, des habitudes alimentaires et des problèmes de sécheresse dans les pays du Sahel. D'autres achats à l'extérieur portent sur les biens d'équipement et intermédiaires, à cause des grands travaux publics de développement et des investissements dans les domaines miniers et pétroliers.

La nature du déficit commercial, d'origine essentiellement énergétique et alimentaire constitue un important facteur de vulnérabilité des économies de l'Union. Le déséquilibre commercial est exacerbé en 2012 par l'accroissement des importations de biens d'équipement et intermédiaires, en liaison avec la mise en œuvre de gros projets de réalisation d'infrastructures publiques et privés dans la sous-région.

A cet égard, des mesures urgentes devraient envisagées pour résorber ce déséquilibre. En particulier, la mise en œuvre des actions visant l'atteinte de l'autosuffisance alimentaire et la promotion des sources d'énergie renouvelable devraient être poursuivie et renforcée, afin de réduire la dépendance énergétique et céréalière de l'Union. L'atteinte de cet objectif passerait notamment par l'accompagnement des filières de production agricole, l'amélioration du climat des affaires pour accroître les opportunités de financement des secteurs agricole et industriel, le renforcement de l'intégration régionale, en vue d'élargir les marchés et de créer de nouveaux débouchés commerciaux, tout en stimulant la concurrence et en réduisant les prix des biens.

L'évolution des exportations avec les autres pays de la CEDEAO montre un renforcement des échanges qui est le reflet de l'appartenance à la même union douanière. La CEDEAO constitue d'ailleurs, selon les statistiques de la Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA), la deuxième communauté économique régionale en Afrique derrière la Communauté pour le Développement de l'Afrique Australe (SADC), où les échanges intra-communautaires sont les plus importants¹².

12. La part des exportations intra-communautaires dans les exportations totales avoisine, selon la CEA, 30% au niveau de la SADC et 20% au sein de la CEDEAO contre 15% au niveau de la COMESA ou moins de 5% au sein de la zone CEMAC. Pour rappel, ce ratio est estimé à 18% pour l'UEMOA.

LISTE DES ANNEXES

Tableau 1 : Evolution de l'orientation géographique des exportations de l'Union (en pourcentage)

Tableau 2 : Evolution de l'orientation géographique des importations de l'Union (en pourcentage)

Tableau 3 : Evolution de l'orientation géographique des échanges extérieurs de l'Union (en pourcentage)

Tableau 4 : Indices de diversification et de concentration des exportations des pays de l'UEMOA

Tableau 5 : Principaux produits échangés par le Bénin (en milliards de FCFA)

Tableau 6 : Principaux produits échangés par le Burkina (en milliards de FCFA)

Tableau 7 : Principaux produits échangés par la Côte d'Ivoire (en milliards de FCFA)

Tableau 8 : Principaux produits échangés par la Guinée-Bissau (en milliards de FCFA)

Tableau 9 : Principaux produits échangés par le Mali (en milliards de FCFA)

Tableau 10 : Principaux produits échangés par le Niger (en milliards de FCFA)

Tableau 11 : Principaux produits échangés par le Sénégal (en milliards de FCFA)

Tableau 12 : Principaux produits échangés par le Togo (en milliards de FCFA)

Tableau 13 : Principaux produits échangés par l'UEMOA (en milliards de FCFA)

Tableau 14 : Principaux produits échangés par le Bénin (en milliers de tonnes)

Tableau 15 : Principaux produits échangés par le Burkina (en milliers de tonnes)

Tableau 16 : Principaux produits échangés par la Côte d'Ivoire (en milliers de tonnes)

Tableau 17 : Principaux produits échangés par la Guinée-Bissau (en milliers de tonnes)

Tableau 18 : Principaux produits échangés par le Mali (en milliers de tonnes)

Tableau 19 : Principaux produits échangés par le Niger (en milliers de tonnes)

Tableau 20 : Principaux produits échangés par le Sénégal (en milliers de tonnes)

Tableau 21 : Principaux produits échangés par le Togo (en milliers de tonnes)

Tableau 22 : Principaux produits échangés par l'UEMOA (en milliers de tonnes)



Tableau 1 : Evolution de l'orientation géographique des exportations de l'Union (en pourcentage)

	1990	1994	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
I. EUROPE	57,3	53,7	52,2	63,5	64,2	66,2	70,2	62,3	47,2	45,3	48,3	43,0	46,7	42,8	42,9	43,5
I.1. Union européenne	52,7	49,4	51,2	58,4	58,4	59,9	64,9	60,2	38,5	41,1	43,3	40,0	38,8	33,3	29,4	29,2
I.1.1. Zone euro	47,5	44,5	46,1	47,4	50,8	51,6	58,8	57,0	33,8	35,5	36,3	35,0	34,5	28,6	19,3	25,7
- France	19,0	17,8	18,4	19,7	17,6	15,2	23,8	29,9	18,3	16,9	18,3	13,1	11,2	7,2	7,9	7,5
- Allemagne	0,0	0,0	0,0	4,0	5,0	3,4	2,7	1,7	1,3	3,1	2,4	5,4	5,0	3,3	4,4	4,6
- Belgique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,3	0,4	2,1	1,9	0,4	2,3	2,3	2,6
- Italie	0,0	0,0	0,0	6,2	5,4	4,6	4,3	6,0	3,1	3,6	3,4	3,0	3,3	3,3	2,3	2,1
- Pays-Bas	0,0	0,0	0,0	12,7	17,8	23,2	22,1	13,7	8,5	7,2	6,9	8,4	9,8	9,4	7,3	5,6
- Autres pays de la Zone euro	28,5	26,7	27,6	4,7	5,1	5,2	5,9	5,7	2,2	4,2	3,3	3,2	4,8	3,0	-4,9	3,4
I.1.2. Autres pays de l'Union européenne	5,3	4,9	5,1	11,0	7,6	8,4	6,1	3,1	4,7	5,6	7,1	5,0	4,3	4,7	10,1	3,4
- Grande Bretagne	0,0	0,0	0,0	3,3	2,8	3,2	3,8	2,7	1,2	3,1	3,3	2,6	2,5	2,2	1,0	1,7
- Autres autres pays de l'UE	5,3	4,9	5,1	7,7	4,8	5,1	2,3	0,5	3,4	2,5	3,8	2,4	1,7	2,5	9,1	1,7
I.2. Autres pays européens	4,6	4,3	1,0	5,1	5,9	6,3	5,3	2,1	8,7	4,2	4,9	2,9	7,9	9,4	13,5	14,4
- Suisse	0,0	0,0	0,0	3,6	4,0	3,1	3,0	1,6	5,3	1,9	1,4	2,5	6,0	9,1	12,3	12,8
II. AFRIQUE	24,6	25,3	28,9	15,1	15,3	16,9	12,7	15,2	23,5	28,9	28,4	33,1	29,3	33,3	29,4	30,7
II.1. CEDEAO	23,4	21,7	26,6	10,4	10,7	13,6	8,4	11,6	15,0	13,6	15,3	16,9	15,5	18,0	13,9	14,4
II.1.1. Nigeria	2,9	4,4	2,0	2,5	1,8	10,3	3,7	9,5	7,3	7,1	8,4	9,1	8,2	9,4	7,9	7,9
II.1.2. Ghana	0,0	0,0	0,0	4,9	5,7	2,6	2,8	3,1	3,2	2,4	3,1	4,2	4,8	5,9	2,8	3,5
II.2. CEMAC	0,0	0,0	0,0	3,1	2,7	2,3	3,3	2,8	2,6	2,7	3,2	3,7	2,6	3,4	2,3	2,5
II.3. Autres pays d'Afrique	1,2	3,7	2,3	1,5	1,8	1,0	1,0	0,7	5,9	12,6	9,9	12,6	11,1	11,9	13,2	13,7
Dont Afrique du Sud	0,0	0,0	0,0	0,4	0,4	0,3	0,4	0,3	4,2	9,9	8,9	10,2	8,2	8,6	11,4	10,6
III. AMERIQUE	4,5	4,2	8,2	12,8	12,5	10,1	9,4	13,4	15,3	10,3	7,5	9,2	8,5	9,9	12,1	8,8
II.1. Etats-Unis	4,0	3,8	7,3	10,9	9,4	9,2	8,8	12,3	11,0	6,9	5,3	7,7	6,5	7,4	7,5	5,1
II.2. Canada	0,0	0,0	0,0	0,4	0,1	0,1	0,3	0,6	0,2	1,1	1,1	0,3	1,0	1,6	3,3	2,5
II. 3. Brésil	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,3	0,4	0,7	0,7	0,6	0,4	0,7	0,8
II.4. Autres pays d'Amérique	0,5	0,5	0,9	1,5	3,0	0,8	0,3	0,5	3,8	1,9	0,4	0,5	0,4	0,5	0,5	0,4
III. ASIE	9,0	9,2	10,1	8,0	7,0	6,2	7,2	7,7	13,2	12,1	13,4	11,5	11,2	11,6	14,1	14,9
III.1. Chine	0,0	0,0	0,0	1,2	1,2	0,8	1,7	1,3	4,3	5,5	3,9	1,3	1,9	1,2	2,1	3,1
III.2. Inde	0,0	0,0	0,0	3,4	2,7	2,1	1,7	2,2	4,3	2,4	3,9	4,0	3,7	3,4	4,2	4,5
III.3. Japon	2,5	1,5	1,3	0,4	0,2	0,2	0,3	0,2	0,2	0,3	0,8	0,7	0,2	0,6	0,6	0,5
III.4. Thaïlande	0,0	0,0	0,0	0,4	0,3	0,3	0,4	0,2	0,5	0,6	0,5	0,5	0,2	0,3	0,3	0,1
III.5. Autres pays d'Asie	6,5	7,7	8,8	2,6	2,6	2,8	3,0	3,8	3,8	3,3	4,3	4,9	5,2	6,2	6,9	6,6
IV. AUTRES PAYS	4,6	7,5	0,6	0,7	0,9	0,6	0,5	1,5	0,9	3,3	2,5	3,3	4,3	2,4	1,6	2,1
V. TOTAL EXPORT FOB	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Statistiques douanières, BCEAO.

Tableau 2 : Evolution de l'orientation géographique des importations de l'Union (en pourcentage)

	1990	1994	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
I. EUROPE	49,8	55,2	48,6	49,5	52,6	53,1	64,9	55,5	45,1	45,3	43,8	40,5	40,9	40,8	42,1	40,6
I.1. Union européenne	48,8	54,1	47,6	48,2	50,4	50,1	64,2	54,4	40,8	40,9	39,6	36,6	37,4	37,6	36,5	34,4
I.1.1. Zone euro	44,0	48,7	42,9	39,7	42,1	42,6	53,5	51,2	35,0	36,5	35,7	31,9	33,3	31,3	30,9	28,1
- France	28,2	32,4	30,5	25,5	26,0	26,7	40,4	40,0	22,5	22,1	20,3	15,9	15,6	14,6	13,7	13,6
- Allemagne	0,0	0,0	0,0	4,5	4,4	4,5	3,5	3,2	2,0	2,4	2,6	2,8	3,5	2,8	2,9	2,6
- Belgique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2,0	2,1	2,2	2,5	1,9	2,5	2,1	2,7
- Italie	0,0	0,0	0,0	4,6	5,6	5,8	3,9	3,3	2,4	2,2	1,9	1,9	2,1	1,8	2,2	1,8
- Pays-Bas	0,0	0,0	0,0	3,9	4,9	4,4	4,1	3,1	3,1	3,5	3,4	4,3	5,8	6,1	5,2	3,0
- Autres pays de la Zone euro	15,8	16,3	12,4	1,2	1,3	1,3	1,6	1,5	3,1	4,2	5,3	4,4	4,5	3,4	10,1	7,5
I.1.2. Autres pays de l'Union européenne	4,9	5,4	4,8	8,5	8,2	7,5	10,6	3,2	5,8	4,4	4,0	4,7	4,1	6,4	5,6	6,2
- Grande Bretagne	0,0	0,0	0,0	2,9	4,0	3,1	8,7	2,9	3,7	3,6	2,4	3,4	2,7	4,2	3,0	4,1
- Autres autres pays de l'UE	4,9	5,4	4,8	5,7	4,2	4,4	2,0	0,3	2,1	0,8	1,5	1,3	1,4	2,2	2,6	2,1
I.2. Autres pays européens	1,0	1,1	1,0	1,3	2,2	3,0	0,7	1,1	4,4	4,4	4,1	3,9	3,4	3,1	5,6	6,2
- Suisse	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,6	0,7
II. AFRIQUE	24,6	22,3	26,4	28,7	20,0	14,5	13,6	21,0	20,4	18,7	18,0	20,9	18,2	18,7	17,8	20,2
II.1. CEDEAO	21,5	21,4	21,3	23,5	14,5	8,6	9,0	16,7	15,3	13,9	13,6	16,3	11,7	13,5	10,9	15,1
II.1.1. Nigeria	12,0	13,8	8,8	22,8	13,6	7,5	7,5	14,6	13,5	11,9	11,4	14,7	10,5	12,0	9,8	13,3
II.1.2. Ghana	0,0	0,0	0,0	0,1	0,4	0,8	0,3	0,3	1,6	1,5	1,7	1,5	1,2	0,9	1,2	1,6
II.2. CEMAC	0,0	0,0	0,0	0,4	1,3	1,7	0,8	0,8	1,7	1,3	1,1	0,8	0,7	0,7	0,5	0,4
II.3. Autres pays d'Afrique	3,1	0,9	5,1	4,8	4,2	4,3	3,8	3,5	3,3	3,4	3,3	3,8	5,7	4,5	6,4	4,7
Dont Afrique du Sud	0,0	0,0	0,0	1,9	2,0	2,3	1,9	1,2	1,7	1,9	1,9	2,2	2,6	3,0	1,9	1,9
III. AMERIQUE	6,8	6,3	7,2	6,0	10,0	4,9	4,6	7,3	7,6	7,8	8,2	9,9	9,5	9,8	9,6	10,9
III.1. Etats-Unis	5,5	5,9	5,8	4,5	6,5	4,3	4,0	3,5	3,0	3,8	3,3	3,8	3,7	4,6	4,2	4,3
III.2. Canada	0,0	0,0	0,0	0,5	0,5	0,5	0,3	2,7	0,4	0,3	0,3	0,6	0,5	0,6	0,5	0,6
III.3. Brésil	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2,4	1,9	2,1	2,1	2,5	1,4	2,0	1,7
III.4. Autres pays d'Amérique	1,3	0,5	1,4	1,1	3,0	0,1	0,3	1,2	1,8	1,8	2,5	3,4	2,8	3,1	2,8	4,3
III. ASIE	12,1	15,0	16,6	15,6	16,0	24,0	14,7	13,1	21,3	19,3	21,6	26,1	28,0	28,0	26,2	26,8
III.1. Chine	0,0	0,0	0,0	3,7	4,2	3,7	4,7	3,7	4,4	5,8	7,0	9,0	11,3	13,5	10,2	9,6
III.2. Inde	0,0	0,0	0,0	0,9	1,2	3,5	2,5	1,4	2,4	2,7	3,3	2,6	2,7	2,1	2,5	4,8
III.3. Japon	3,5	5,1	4,5	3,7	2,6	3,4	2,0	2,8	1,8	2,5	2,2	2,7	2,5	2,4	2,2	2,4
III.4. Thaïlande	0,0	0,0	0,0	2,8	3,4	3,1	2,6	3,5	2,9	2,6	3,3	4,8	3,9	2,8	3,0	2,5
III.5. Autres pays d'Asie	8,6	9,9	12,1	4,6	4,7	10,4	3,0	1,8	9,7	5,8	5,9	7,0	7,5	7,2	8,2	7,6
IV. AUTRES PAYS	6,7	1,2	1,1	0,1	1,4	3,4	2,3	3,0	5,6	8,9	8,4	2,6	3,5	2,8	4,4	1,5
V. TOTAL IMPORT CAF	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Statistiques douanières, BCEAO

Tableau 3 : Evolution de l'orientation géographique des échanges extérieurs de l'Union (en pourcentage)

	1990	1994	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
I. EUROPE	53,3	54,5	50,3	56,0	58,0	59,8	67,4	58,6	46,0	45,3	45,4	41,4	43,3	41,6	42,5	41,8
I.1. Union européenne	50,7	51,7	49,3	52,9	54,1	55,1	64,5	57,1	39,8	41,0	41,0	37,9	38,0	35,9	33,4	32,3
I.1.1. Zone euro	45,6	46,6	44,4	43,2	46,2	47,2	56,0	53,9	34,5	36,1	35,9	33,1	33,8	30,2	25,7	27,2
- France	23,9	25,0	24,8	22,8	22,1	20,8	32,5	35,4	20,8	19,9	19,6	14,8	13,7	11,6	11,1	11,1
- Allemagne	0,0	0,0	0,0	4,3	4,7	3,9	3,2	2,5	1,7	2,7	2,5	3,8	4,1	3,0	3,5	3,4
- Belgique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,3	1,4	2,2	2,3	1,3	2,4	2,2	2,6
- Italie	0,0	0,0	0,0	5,4	5,5	5,2	4,1	4,6	2,7	2,8	2,4	2,3	2,6	2,4	2,3	1,9
- Pays-Bas	0,0	0,0	0,0	7,9	10,9	14,0	12,6	7,9	5,3	5,1	4,7	5,9	7,5	7,4	6,2	4,1
- Autres pays de la Zone euro	21,7	21,5	19,6	2,8	3,0	3,3	3,6	3,4	2,7	4,2	4,6	4,0	4,6	3,2	3,4	5,8
I.1.2. Autres pays de l'Union européenne	5,1	5,2	4,9	9,7	7,9	7,9	8,5	3,2	5,3	4,9	5,1	4,8	4,2	5,7	7,6	5,1
- Grande Bretagne	0,0	0,0	0,0	3,1	3,4	3,2	6,4	2,8	2,7	3,4	2,7	3,1	2,6	3,4	2,1	3,1
- Autres autres pays de l'UE	5,1	5,2	4,9	6,6	4,5	4,8	2,1	0,4	2,7	1,5	2,4	1,7	1,5	2,3	5,5	2,0
I.2. Autres pays européens	2,7	2,7	1,0	3,0	3,9	4,7	2,9	1,6	6,1	4,3	4,4	3,5	5,3	5,7	9,1	9,5
- Suisse	0,0	0,0	0,0	1,7	1,8	1,6	1,4	0,7	2,1	0,8	0,5	1,0	2,6	3,7	5,9	5,7
II. AFRIQUE	24,6	23,8	27,6	22,4	17,8	15,7	13,2	18,3	21,6	23,0	21,8	25,6	22,9	24,7	23,0	24,5
II.1. CEDEAO	22,4	21,5	23,8	17,5	12,7	11,2	8,7	14,4	15,2	13,8	14,2	16,5	13,4	15,3	12,2	14,8
II.1.1. Nigeria	7,8	9,0	5,6	13,4	8,1	9,0	5,7	12,3	11,0	9,9	10,3	12,6	9,5	10,9	9,0	11,1
II.1.2. Ghana	0,0	0,0	0,0	2,3	2,8	1,7	1,5	1,6	2,3	1,9	2,2	2,5	2,7	2,9	1,9	2,4
II.2. CEMAC	0,0	0,0	0,0	1,7	2,0	2,0	2,0	1,7	2,1	1,9	1,9	1,9	1,6	1,8	1,3	1,3
II.3. Autres pays d'Afrique	2,2	2,3	3,8	3,3	3,1	2,6	2,5	2,3	4,3	7,3	5,8	7,2	8,0	7,5	9,4	8,4
Dont Afrique du Sud	0,0	0,0	0,0	1,2	1,2	1,3	1,1	0,8	2,7	5,3	4,5	5,3	5,0	5,3	6,1	5,4
III. AMERIQUE	5,7	5,3	7,7	9,1	11,2	7,6	6,8	10,1	10,7	8,9	8,0	9,6	9,0	9,8	10,7	10,0
II.1. Etats-Unis	4,8	4,8	6,5	7,4	7,8	6,8	6,3	7,5	6,2	5,1	4,0	5,3	4,9	5,8	5,7	4,6
II.2. Canada	0,0	0,0	0,0	0,4	0,3	0,3	0,3	1,7	0,3	0,7	0,6	0,5	0,7	1,0	1,8	1,4
II.3. Brésil	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,5	1,3	1,6	1,5	1,7	1,0	1,5	1,3
II.4. Autres pays d'Amérique	0,9	0,5	1,2	1,3	3,0	0,5	0,3	0,9	2,6	1,8	1,7	2,3	1,8	2,1	1,8	2,7
III. ASIE	10,7	12,1	13,6	12,1	11,8	14,9	11,1	10,6	18,0	16,3	18,6	20,5	20,8	21,3	20,8	21,9
III.1. Chine	0,0	0,0	0,0	2,6	2,8	2,2	3,3	2,6	4,3	5,7	5,8	6,1	7,3	8,5	6,6	7,0
III.2. Inde	0,0	0,0	0,0	2,0	1,9	2,8	2,1	1,8	3,2	2,6	3,5	3,1	3,1	2,7	3,2	4,6
III.3. Japon	3,0	3,3	3,0	2,1	1,5	1,7	1,2	1,6	1,2	1,5	1,7	1,9	1,5	1,7	1,5	1,6
III.4. Thaïlande	0,0	0,0	0,0	1,7	2,0	1,6	1,5	2,0	1,9	1,8	2,2	3,2	2,3	1,7	1,8	1,5
III.5. Autres pays d'Asie	7,6	8,8	10,6	3,7	3,7	6,5	3,0	2,7	7,3	4,8	5,3	6,2	6,5	6,8	7,6	7,2
IV. AUTRES PAYS	5,8	4,3	0,9	0,4	1,2	2,0	1,4	2,3	3,7	6,6	6,2	2,9	3,9	2,6	3,1	1,7
V. TOTAL ECHANGES	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Statistiques douanières, BCEAO

Tableau 4 : Indices de diversification et de concentration des exportations des pays de l'UEMOA

Pays	2012		Moyenne (2000-2012)	
	Indice de diversification (1)	Indice de concentration (2)	Indice de diversification (1)	Indice de concentration (2)
Bénin	0,77	0,26	0,78	0,39
Burkina	0,82	0,53	0,80	0,58
Côte d'Ivoire	0,68	0,34	0,73	0,34
Guinée-Bissau	0,75	0,89	0,72	0,81
Mali	0,79	0,61	0,83	0,59
Niger	0,82	0,38	0,81	0,39
Sénégal	0,70	0,22	0,73	0,24
Togo	0,76	0,24	0,74	0,24
UEMOA	0,65	0,23	0,71	0,23
Afrique	0,56	0,44	0,59	0,40
Economies en développement	0,20	0,13	0,24	0,13
Monde		0,09		0,08

Source : CNUCED, Manuel des statistiques du commerce extérieur 2012.

Notes :

(1) : L'indice de diversification, dont la valeur est comprise entre 0 et 1, indique si la structure par produits des exportations d'un pays ou groupe de pays diverge peu ou beaucoup de la structure par produits des exportations totales dans le monde. Plus l'indice est proche de 1, plus la divergence est forte.

L'indice de diversification mesure la déviation absolue de la structure du pays par rapport à la structure mondiale comme ci-dessous :

$$S_j = \sum \frac{|(h_{ij} - hi)|}{2}$$

où h_{ij} = part du produit i dans le total des exportations du pays j

h_i = part du produit i dans le total des exportations mondiales.

(2) Le degré concentration des marchés est mesuré par l'indice Herfindahl-Hirschmann. Sa formule s'écrit comme suit :

$$H_j = \frac{(\sqrt{(\sum (\frac{x_i}{X})^2)} - \sqrt{(\frac{1}{n})})}{(1 - \sqrt{(\frac{1}{n})})}$$

où H_j = indice du pays

x_i = valeur des exportations du produit i

et n = nombre de groupes de produits (de la CTCl révision 3, position à 3 chiffres).

Plus l'indicateur est proche de 1 plus les exportations sont concentrées.

Tableau 5 : Principaux produits échangés par le Bénin (en milliards de FCFA)

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
EXPORTATION FOB	153,2	116,7	162,0	334,9	259,9	256,3	203,9	148,2
Produits du cacao	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Produits du café	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Produits du coton	90,3	49,4	64,2	75,2	63,4	57,1	52,3	67,6
Produits de l'arachide	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1
Produits de l'anacarde	10,5	8,6	8,4	12,5	13,8	11,8	17,2	25,8
Or et métaux précieux	3,7	3,6	3,8	3,4	6,1	11,4	7,4	0,0
Phosphate	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Uranium	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Produits pétroliers	1,0	0,4	12,2	138,6	50,4	19,6	16,2	0,0
Produits de la pêche	0,7	0,6	0,2	0,0	0,1	0,7	0,7	0,1
Produits chimiques	1,4	0,9	0,7	0,6	1,3	1,4	1,4	1,7
Huile de palme	0,2	1,7	2,0	4,6	7,4	2,5	0,8	1,3
Tabacs et cigarettes	10,3	18,4	14,6	6,3	7,1	0,0	0,0	0,2
Animaux vivants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Amande de karité et autres oléagineux	3,2	3,5	2,7	1,2	1,0	3,0	1,0	1,7
Caoutchouc	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bois et ouvrages en bois	2,3	2,8	2,2	2,2	2,1	2,3	3,0	8,0
Banane	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ananas	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Oignons	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ciment et Clinker	6,2	5,1	2,1	0,0	0,0	0,0	0,0	1,1
IMPORTATION CAF	474,0	526,9	763,9	974,6	1002,4	1103,9	1031,1	1130,8
Biens de consommation	220,8	257,8	386,6	386,5	351,8	354,8	364,0	482,5
dont produits alimentaires	137,7	155,1	253,8	251,9	223,4	232,6	243,7	441,2
Produits énergétiques	96,9	113,6	160,0	330,5	386,0	509,6	404,6	248,0
Biens intermédiaires	96,3	92,3	122,8	130,2	144,6	126,9	142,5	198,7
Biens d'équipement	60,0	63,3	94,4	127,5	119,9	112,7	120,0	118,9

Sources : Statistiques douanières, BCEAO

Tableau 6 : Principaux produits échangés par le Burkina (en milliards de FCFA)

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
EXPORTATION FOB	195,5	260,6	259,5	252,6	462,4	674,1	1143,0	1152,7
Produits du cacao	1,5	0,4	0,3	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0
Produits du café	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Produits du coton	131,7	163,5	142,5	89,8	120,2	114,7	131,8	153,6
Produits de l'arachide	0,2	0,2	0,1	2,2	0,3	0,1	0,0	0,0
Produits de l'anacarde	1,9	0,7	0,5	1,8	1,4	4,0	29,3	17,0
Or et métaux précieux	1,6	4,7	4,6	55,6	190,3	438,7	852,2	805,9
Phosphate	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Uranium	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Produits pétroliers	10,2	31,2	30,8	28,9	45,9	18,9	26,8	36,2
Produits de la pêche	0,1	0,3	0,4	0,5	0,5	0,3	0,3	0,4
Produits chimiques	2,6	1,7	2,3	1,9	1,8	2,6	3,5	4,2
Huile de palme	0,1	0,1	0,0	0,0	0,4	0,0	0,0	0,0
Tabacs et cigarettes	3,7	3,8	4,7	4,4	3,7	3,6	3,1	2,0
Animaux vivants	4,0	4,7	4,7	10,3	8,1	5,1	5,2	2,5
Amande de karité et autres oléagineux	9,6	14,0	28,7	18,4	28,4	35,2	42,2	55,5
Caoutchouc	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bois et ouvrages en bois	1,2	1,5	0,6	0,1	0,0	0,0	0,0	0,2
Banane	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ananas	0,8	1,3	2,0	2,0	1,6	2,7	2,5	3,1
Oignons	0,0	0,1	0,1	0,3	0,0	0,0	0,2	0,5
Ciment et Clinker	0,1	0,0	0,0	0,2	3,6	1,1	0,1	0,0
IMPORTATION CAF	655,1	778,5	804,3	955,5	1046,0	1120,8	1296,5	1824,0
Biens de consommation	244,6	258,5	327,6	365,5	287,5	301,6	355,4	298,2
dont produits alimentaires	99,1	97,9	105,1	125,4	133,6	139,9	169,6	215,2
Produits énergétiques	150,2	262,4	197,1	234,8	251,4	253,2	324,0	471,6
Biens intermédiaires	164,1	162,7	178,3	229,9	225,9	277,5	287,9	426,1
Biens d'équipement	96,2	94,9	101,2	125,4	281,2	288,6	329,1	502,2

Sources : Statistiques douanières, BCEAO

Tableau 7 : Principaux produits échangés par la Côte d'Ivoire (en milliards de FCFA)

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
EXPORTATION FOB	3809,2	4206,7	3865,6	4410,0	5077,2	5539,7	5797,5	6041,0
Produits du cacao	1086,8	1058,1	1053,8	1263,2	1753,6	1884,3	1969,4	1722,1
Produits du café	59,7	70,3	120,7	92,0	102,4	113,4	54,8	114,3
Produits du coton	82,3	67,5	55,5	44,2	41,3	70,3	78,0	127,6
Produits de l'arachide	0,0	0,0	0,1	0,1	0,0	0,0	0,1	0,5
Produits de l'anacarde	55,7	50,4	51,4	79,8	83,9	157,9	132,1	179,3
Or et métaux précieux	11,1	13,3	14,1	33,2	99,3	90,3	271,5	326,9
Phosphate	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Uranium	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Produits pétroliers	1062,2	1574,6	1271,5	1635,9	1559,4	1608,5	1740,4	2003,7
Produits de la pêche	54,3	65,5	82,2	88,4	80,3	68,3	87,4	101,8
Produits chimiques	133,1	141,9	138,4	158,6	161,6	147,9	153,6	172,5
Huile de palme	36,2	33,6	35,5	48,5	58,5	74,7	125,1	138,8
Tabacs et cigarettes	15,6	17,1	18,6	21,5	22,1	23,0	26,7	28,7
Animaux vivants	0,1	0,0	0,1	0,0	0,3	0,0	0,0	0,0
Amande de karité et autres oléagineux	5,7	4,4	2,2	4,6	1,3	4,6	2,5	5,6
Caoutchouc	105,4	162,8	172,0	224,1	259,1	335,3	538,5	412,6
Bois et ouvrages en bois	179,2	160,2	170,2	170,8	102,8	115,2	97,1	106,0
Banane	49,7	40,1	60,5	53,2	53,1	67,1	63,2	71,2
Ananas	27,8	40,6	22,4	16,1	13,4	14,4	16,5	17,6
Oignons	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,1	0,3	0,2
Ciment et Clinker	28,1	27,1	37,8	33,3	26,2	15,8	7,0	5,9
IMPORTATION CAF	3353,9	3325,4	3705,5	3793,0	3593,0	4412,3	3595,6	5506,5
Biens de consommation	816,7	870,4	998,2	1184,6	1268,9	1706,1	1262,4	1082,7
dont produits alimentaires	426,4	490,5	513,3	628,7	727,4	733,6	778,4	1005,3
Produits énergétiques	1162,6	1286,2	1367,7	1365,6	1006,7	1385,0	1274,1	1962,2
Biens intermédiaires	369,0	418,5	471,8	542,8	524,2	561,9	503,3	857,8
Biens d'équipement	1005,6	750,3	867,7	699,9	793,1	759,3	555,9	942,5

Sources : Statistiques douanières, BCEAO

Tableau 8 : Principaux produits échangés par la Guinée-Bissau (en milliards de FCFA)

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
EXPORTATION FOB	35,0	30,3	61,8	25,6	40,6	40,0	58,1	51,6
Produits du cacao	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Produits du café	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Produits du coton	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Produits de l'arachide	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Produits de l'anacarde	33,6	28,9	32,1	23,2	35,7	36,4	55,8	50,4
Or et métaux précieux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Phosphate	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Uranium	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Produits pétroliers	0,7	0,6	10,0	1,1	1,2	1,3	0,7	0,0
Produits de la pêche	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Produits chimiques	0,0	0,1	0,0	0,0	0,1	0,1	0,0	0,0
Huile de palme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Tabacs et cigarettes	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Animaux vivants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Amande de karité et autres oléagineux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1
Caoutchouc	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bois et ouvrages en bois	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	0,4
Banane	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ananas	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Oignons	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ciment et Clinker	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,9	0,1	0,0
IMPORTATION CAF	75,2	73,9	53,7	71,5	81,1	79,8	86,7	66,2
Biens de consommation	40,2	34,6	24,1	26,9	33,8	32,3	38,5	30,7
dont produits alimentaires	35,3	29,6	18,7	18,1	28,0	24,0	29,8	28,9
Produits énergétiques	14,6	21,1	9,6	23,5	25,2	25,3	22,9	11,8
Biens intermédiaires	6,3	7,1	6,5	8,1	8,4	6,6	8,8	7,0
Biens d'équipement	14,1	11,0	13,6	13,0	13,8	15,5	16,4	13,1

Sources : Statistiques douanières, BCEAO

Tableau 9 : Principaux produits échangés par le Mali (en milliards de FCFA)

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
EXPORTATION FOB	571,9	793,3	685,6	862,1	841,3	989,2	1132,2	1337,8
Produits du cacao	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Produits du café	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,1
Produits du coton	140,5	132,9	95,3	92,4	68,8	84,4	97,8	199,0
Produits de l'arachide	0,0	0,3	0,4	1,2	0,5	0,2	0,2	0,3
Produits de l'anacarde	0,1	0,0	0,1	0,2	0,2	0,5	0,1	0,9
Or et métaux précieux	369,0	588,3	515,2	645,9	668,5	782,3	798,7	880,4
Phosphate	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Uranium	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Produits pétroliers	3,2	4,6	3,2	12,9	8,6	14,1	26,2	8,3
Produits de la pêche	0,0	0,1	0,4	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0
Produits chimiques	1,0	2,0	2,5	11,1	15,2	18,8	36,2	87,3
Huile de palme	0,9	1,3	0,0	0,1	0,1	0,3	2,2	0,0
Tabacs et cigarettes	0,3	0,3	0,2	0,2	0,3	0,1	0,1	0,1
Animaux vivants	27,8	27,5	37,6	51,8	41,2	35,1	46,2	58,7
Amande de karité et autres oléagineux	1,0	2,4	2,3	1,4	1,8	2,7	1,9	3,5
Caoutchouc	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bois et ouvrages en bois	0,0	0,0	0,1	0,2	0,0	0,1	0,0	0,1
Banane	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ananas	0,8	1,7	1,6	2,1	2,0	7,4	4,5	6,7
Oignons	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ciment et Clinker	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,1	0,4	0,0
IMPORTATION CAF	813,9	951,9	1042,9	1488,1	1173,8	1692,9	1581,8	1769,1
Biens de consommation	222,6	272,5	302,0	383,0	322,6	496,9	392,1	316,8
dont produits alimentaires	134,3	167,1	155,2	186,1	181,9	197,1	217,4	218,9
Produits énergétiques	196,5	227,9	232,6	318,0	256,7	334,5	463,5	507,7
Biens intermédiaires	234,3	230,5	244,6	400,0	328,3	408,3	392,7	425,4
Biens d'équipement	160,4	220,9	263,6	387,0	266,2	453,3	333,6	410,4

Sources : Statistiques douanières, BCEAO

Tableau 10 : Principaux produits échangés par le Niger (en milliards de FCFA)

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
EXPORTATION FOB	259,8	250,6	228,5	338,6	272,6	346,1	461,9	618,0
Produits du cacao	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1
Produits du café	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0
Produits du coton	5,2	5,0	4,4	5,4	6,0	6,4	7,6	8,2
Produits de l'arachide	0,1	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,3
Produits de l'anacarde	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Or et métaux précieux	34,2	24,3	27,1	17,8	22,7	36,9	43,3	45,5
Phosphate	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Uranium	124,8	135,6	136,4	198,2	195,1	228,0	304,8	338,7
Produits pétroliers	2,7	0,3	3,5	3,5	3,4	3,7	5,1	116,6
Produits de la pêche	1,2	0,3	0,1	0,2	0,2	0,1	0,4	0,4
Produits chimiques	0,4	0,5	0,5	0,4	0,4	0,4	0,3	15,7
Huile de palme	0,1	1,2	0,6	0,1	0,7	0,7	1,3	4,8
Tabacs et cigarettes	2,3	2,1	1,6	1,6	2,6	3,2	2,6	2,5
Animaux vivants	19,3	20,7	17,0	75,1	17,3	23,2	19,8	17,9
Amande de karité et autres oléagineux	0,6	0,3	0,4	0,2	0,3	0,4	0,5	0,6
Caoutchouc	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bois et ouvrages en bois	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Banane	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ananas	0,1	0,2	0,2	0,1	0,1	0,3	0,5	0,5
Oignons	13,8	11,8	12,8	13,4	4,9	4,7	14,7	8,5
Ciment et Clinker	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
IMPORTATION CAF	388,6	446,5	453,4	568,7	758,1	1127,3	903,1	861,4
Biens de consommation	185,6	195,3	189,4	254,5	245,8	272,2	263,5	300,1
dont produits alimentaires	123,7	114,0	94,9	126,7	102,1	149,2	119,6	250,4
Produits énergétiques	56,9	64,6	77,3	95,7	90,9	141,0	160,8	30,1
Biens intermédiaires	68,6	82,2	76,8	97,7	156,9	316,3	176,1	181,0
Biens d'équipement	77,5	104,5	109,9	120,7	264,5	397,8	302,8	268,3

Sources : Statistiques douanières, BCEAO

Tableau 11 : Principaux produits échangés par le Sénégal (en milliards de FCFA)

	2 005	2 006	2 007	2 008	2 009	2 010	2 011	2 012
EXPORTATION FOB	745,3	768,5	757,1	926,9	890,7	1070,8	1198,6	1335,9
Produits du cacao	0,3	1,0	0,8	0,9	1,1	1,2	3,4	2,4
Produits du café	1,5	2,6	0,8	0,6	0,4	0,2	0,6	1,4
Produits du coton	12,7	14,0	14,7	10,9	6,7	10,4	11,5	11,0
Produits de l'arachide	16,5	32,0	39,3	9,1	20,4	32,9	47,2	20,9
Produits de l'anarcade	0,6	0,5	0,5	0,1	0,2	0,0	0,0	0,1
Or et métaux précieux	2,5	6,6	6,0	9,5	86,2	101,5	117,1	226,6
Phosphate	0,7	0,7	0,7	3,7	1,8	2,8	4,7	8,1
Uranium	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Produits pétroliers	122,4	193,3	142,5	309,4	207,8	252,2	176,6	184,2
Produits de la pêche	166,4	155,8	150,4	91,8	113,3	117,1	143,1	134,5
Produits chimiques	171,9	99,6	113,6	165,0	110,9	150,5	215,2	195,6
Huile de palme	0,2	1,1	0,6	0,1	0,0	1,5	0,7	1,1
Tabacs et cigarettes	8,8	10,5	22,4	35,9	41,5	43,4	47,0	44,5
Animaux vivants	0,4	0,1	0,1	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1
Amande de karité et autres oléagineux	0,1	0,6	0,3	0,5	1,3	2,5	1,3	1,7
Caoutchouc	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,5	0,0
Bois et ouvrages en bois	1,2	0,9	1,7	1,1	0,8	1,5	2,6	3,5
Banane	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ananas	1,2	2,2	2,5	2,4	2,3	1,3	2,6	3,4
Oignons	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,2	0,1	0,6
Ciment et Clinker	27,1	41,3	43,5	55,0	70,6	99,7	112,2	111,9
IMPORTATION CAF	1849,9	1917,8	2328,5	2908,9	2141,7	2368,0	2786,4	3289,5
Biens de consommation	742,1	676,5	847,7	1033,3	821,8	774,1	917,7	880,3
dont produits alimentaires	511,9	433,8	560,3	708,0	524,2	519,8	626,0	766,6
Produits énergétiques	421,2	496,2	620,2	805,9	424,5	708,0	885,2	943,7
Biens intermédiaires	301,8	291,4	384,6	454,3	355,0	373,0	398,0	562,2
Biens d'équipement	384,8	453,7	476,0	615,4	540,4	512,8	585,6	669,5

Sources : Statistiques douanières, BCEAO

Tableau 12 : Principaux produits échangés par le Togo (en milliards de FCFA)

	2 005	2 006	2 007	2 008	2 009	2 010	2 011	2 012
EXPORTATION FOB	239,6	334,4	344,0	389,9	407,7	417,2	504,8	538,0
Produits du cacao	10,7	7,9	2,6	6,1	6,9	5,2	4,6	2,7
Produits du café	2,3	1,6	1,8	2,5	2,5	3,0	3,4	4,0
Produits du coton	25,1	23,3	21,1	68,0	78,8	83,2	149,1	52,7
Produits de l'arachide	0,0	0,0	0,1	0,5	0,6	0,3	2,2	0,4
Produits de l'anarcade	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	1,1
Or et métaux précieux	0,0	0,0	0,0	0,8	2,2	10,8	16,5	19,4
Phosphate	18,4	16,6	15,0	0,0	38,8	11,5	20,0	48,6
Uranium	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Produits pétroliers	32,7	87,3	107,3	113,4	52,7	51,5	41,0	66,1
Produits de la pêche	1,3	0,8	0,1	4,6	1,8	0,5	0,5	0,3
Produits chimiques	9,7	11,4	13,9	19,7	30,5	33,8	43,2	35,8
Huile de palme	2,1	0,2	0,6	1,6	1,1	0,7	0,6	10,3
Tabacs et cigarettes	0,1	0,1	0,0	0,7	0,2	0,4	0,3	0,4
Animaux vivants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Amande de karité et autres oléagineux	0,7	0,2	0,0	0,0	0,0	0,2	1,4	1,5
Caoutchouc	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bois et ouvrages en bois	1,3	0,8	0,8	0,6	0,5	0,9	1,1	0,6
Banane	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ananas	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,2	0,4	0,5
Oignons	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ciment et Clinker	54,0	105,5	98,5	42,6	56,0	58,1	57,4	72,4
IMPORTATION CAF	780,1	878,9	900,1	626,2	896,8	1070,5	1387,2	1028,1
Biens de consommation	121,5	152,6	160,3	141,9	192,3	223,1	260,9	189,9
dont produits alimentaires	50,5	57,9	61,2	57,6	77,4	85,6	111,1	142,2
Produits énergétiques	473,6	505,0	501,6	256,4	418,9	469,8	698,8	237,4
Biens intermédiaires	113,4	142,3	155,3	122,4	169,7	192,2	245,4	280,4
Biens d'équipement	71,6	79,0	83,0	105,4	115,9	185,3	182,1	206,5

Sources : Statistiques douanières, BCEAO

Tableau 13 : Principaux produits échangés par l'UEMOA (en milliards de FCFA)

	2 005	2 006	2 007	2 008	2 009	2 010	2 011	2 012
EXPORTATION FOB	6009,6	6761,1	6364,1	7540,6	8252,4	9333,4	10500,0	11223,3
Produits du cacao	1099,3	1067,4	1057,5	1270,4	1761,7	1890,8	1977,4	1727,4
Produits du café	63,5	74,6	123,2	95,1	105,4	116,8	58,8	119,9
Produits du coton	487,6	455,6	397,8	386,0	385,2	426,4	528,0	619,7
Produits de l'arachide	16,8	32,7	40,0	13,2	21,9	33,6	49,8	22,5
Produits de l'anacarde	102,5	89,2	93,0	117,5	135,3	210,7	235,0	274,5
Or et métaux précieux	422,2	640,7	570,8	766,3	1075,4	1472,0	2106,7	2304,7
Phosphate	19,2	17,2	15,7	3,7	40,6	14,3	24,8	56,7
Uranium	124,8	135,6	136,4	198,2	195,1	228,0	304,8	338,7
Produits pétroliers	1235,2	1892,3	1581,1	2243,7	1929,3	1969,8	2033,0	2415,1
Produits de la pêche	224,0	223,3	233,9	185,6	196,2	187,0	232,4	237,6
Produits chimiques	320,0	258,1	271,8	357,4	321,8	355,5	453,5	512,9
Huile de palme	39,8	39,2	39,4	54,9	68,3	80,5	130,7	156,4
Tabacs et cigarettes	41,1	52,4	62,2	70,6	77,4	73,8	79,7	78,5
Animaux vivants	51,6	53,0	59,5	137,4	67,2	63,6	71,4	79,3
Amande de karité et autres oléagineux	20,8	25,4	36,5	26,3	34,1	48,6	50,8	70,2
Caoutchouc	105,4	162,8	172,2	224,2	259,1	335,5	539,0	412,6
Bois et ouvrages en bois	185,4	166,3	175,6	175,3	106,5	120,2	104,1	118,8
Banane	49,7	40,1	60,5	53,2	53,1	67,1	63,2	71,2
Ananas	30,7	46,2	28,8	22,9	19,4	26,2	27,1	31,8
Oignons	13,8	11,9	12,9	13,8	5,0	6,0	15,3	9,8
Ciment et Clinker	115,5	178,9	182,1	131,1	156,4	175,6	177,3	191,3
IMPORTATION CAF	8390,6	8899,9	10052,2	11386,5	10692,9	12975,6	12668,5	15475,6
Biens de consommation	2594,0	2718,3	3235,9	3776,2	3524,5	4161,0	3854,5	3581,2
dont produits alimentaires	1518,9	1545,9	1762,5	2102,4	1997,9	2082,0	2295,4	3068,8
Produits énergétiques	2572,5	2977,0	3166,3	3430,5	2860,4	3826,5	4233,9	4412,6
Biens intermédiaires	1353,9	1427,0	1640,7	1985,4	1913,0	2262,8	2154,6	2938,5
Biens d'équipement	1870,2	1777,6	2009,3	2194,3	2395,0	2725,4	2425,4	3131,4

Sources : Statistiques douanières, BCEAO

Tableau 14 : Principaux produits échangés par le Bénin (en milliers de tonnes)

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
EXPORTATION FOB	552,4	436,7	542,8	892,2	802,0	1 080,3	939,6	676,6
Produits du cacao	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Produits du café	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Produits du coton	163,8	78,2	106,0	112,2	90,7	81,2	63,0	73,8
Produits de l'arachide	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1
Produits de l'anacarde	42,9	40,7	41,0	57,8	59,1	58,8	51,6	95,3
Or et métaux précieux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,3	0,0	0,1
Phosphate	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Uranium	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Produits pétroliers	3,2	1,2	31,7	365,9	209,9	60,6	56,1	0,0
Produits de la pêche	0,2	0,3	0,6	0,1	0,1	1,1	0,7	0,5
Produits chimiques	1,7	1,3	0,9	0,7	1,1	0,7	0,6	0,9
Huile de palme	0,6	4,9	5,5	7,5	26,5	5,5	1,6	1,8
Tabacs et cigarettes	1,6	2,5	2,0	0,8	0,9	0,0	0,3	0,2
Animaux vivants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Amande de karité et autres oléagineux	40,1	30,7	15,8	2,5	3,3	19,2	366,9	2,4
Caoutchouc	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bois et ouvrages en bois	20,2	20,5	16,9	13,3	22,2	26,1	72,8	163,6
Banane	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ananas	1,1	1,3	1,1	1,1	0,0	0,1	0,0	0,0
Oignons	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ciment et Clinker	131,2	98,5	38,3	0,0	0,0	0,0	0,0	16,4
IMPORTATION CAF	1 974,9	2 100,3	3 066,5	3 644,1	4 098,2	3 940,5	3 667,7	3 570,6
Biens de consommation	651,2	767,9	1 264,7	1 317,1	1 325,6	1 295,4	898,2	1 274,4
dont produits alimentaires	646,4	762,3	1 258,5	1 312,1	1 320,1	1 291,0	893,3	1 263,3
Produits énergétiques	276,4	287,4	474,3	1 009,5	1 287,6	1 301,3	1 190,4	548,5
Biens intermédiaires	900,9	857,1	1 066,7	1 005,5	1 173,8	1 043,3	1 353,2	1 509,8
Biens d'équipement	36,9	36,2	58,5	87,8	88,9	91,7	78,6	78,0

Sources : Statistiques douanières, BCEAO

Tableau 15 : Principaux produits échangés par le Burkina (en milliers de tonnes)

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
EXPORTATION FOB	609,1	792,5	803,4	517,0	661,0	611,6	797,3	667,3
Produits du cacao	11,5	5,4	3,7	0,9	1,3	0,6	0,0	0,0
Produits du café	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,2	0,1	0,3
Produits du coton	246,2	281,4	250,7	141,1	195,1	165,1	162,3	185,0
Produits de l'arachide	28,0	2,6	0,5	7,0	1,9	0,2	0,1	0,1
Produits de l'anacarde	9,0	5,7	5,1	17,3	11,7	19,7	84,1	49,6
Or et métaux précieux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Phosphate	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Uranium	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Produits pétroliers	33,0	83,3	156,6	69,0	122,3	50,6	99,7	70,6
Produits de la pêche	0,7	1,9	2,5	3,4	4,4	3,3	2,7	2,8
Produits chimiques	1,7	2,2	2,3	4,7	2,4	5,0	9,0	6,9
Huile de palme	0,2	1,3	0,0	0,0	0,9	0,0	0,0	0,0
Tabacs et cigarettes	0,6	0,5	0,6	0,5	0,4	0,4	0,4	0,2
Animaux vivants	14,8	14,0	12,4	21,1	19,3	11,1	12,5	5,5
Amande de karité et autres oléagineux	145,7	220,1	221,6	104,8	112,0	130,6	155,3	170,2
Caoutchouc	0,0	0,0	0,2	0,0	0,0	0,1	0,1	0,0
Bois et ouvrages en bois	17,9	21,7	13,5	3,2	0,6	0,7	0,5	2,9
Banane	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ananas	5,5	6,9	7,4	6,1	5,0	6,6	7,0	8,8
Oignons	0,1	1,9	1,7	5,4	1,0	0,1	1,3	17,2
Ciment et Clinker	1,0	0,7	0,2	2,5	37,0	10,8	0,7	0,1
IMPORTATION CAF	2 240,2	2 265,0	2 433,6	2 507,4	2 621,0	2 855,7	3 149,5	4 110,1
Biens de consommation	651,2	580,6	593,1	550,9	606,2	601,5	766,7	1 002,2
dont produits alimentaires	645,2	575,0	587,7	543,4	598,4	594,1	756,3	992,7
Produits énergétiques	410,9	507,1	591,5	635,3	626,0	645,8	754,5	907,6
Biens intermédiaires	1 018,5	1 000,4	1 042,9	1 116,6	1 161,2	1 361,7	1 333,0	1 797,0
Biens d'équipement	77,7	79,9	90,2	93,4	110,1	125,9	160,0	213,4

Sources : Statistiques douanières, BCEAO

Tableau 16 : Principaux produits échangés par la Côte d'Ivoire (en milliers de tonnes)

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
EXPORTATION FOB	8 861,8	10 361,7	8 896,3	9 282,2	10 528,6	9 546,3	8 525,9	10 652,4
Produits du cacao	1 306,0	1 220,1	1 111,0	1 124,1	1 244,5	1 118,0	1 373,9	1 350,7
Produits du café	100,4	100,2	130,3	77,0	94,0	102,9	38,8	89,6
Produits du coton	134,8	101,1	83,7	56,5	50,5	86,1	72,3	117,9
Produits de l'arachide	0,1	0,1	0,6	0,4	0,2	0,1	0,1	2,2
Produits de l'anacarde	188,5	230,6	270,3	332,8	362,7	374,5	305,2	441,2
Or et métaux précieux	0,0	0,0	0,0	0,9	0,0	0,0	0,0	0,0
Phosphate	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,3
Uranium	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Produits pétroliers	4 560,1	6 211,4	4 637,7	4 992,7	6 214,6	5 299,8	4 416,1	4 493,5
Produits de la pêche	33,4	37,7	47,7	47,5	52,5	39,8	30,3	42,2
Produits chimiques	222,0	311,6	246,1	264,3	215,6	219,3	203,0	225,2
Huile de palme	122,0	109,0	89,4	96,1	191,4	201,2	254,0	277,8
Tabacs et cigarettes	2,3	2,6	2,9	3,1	2,9	2,8	3,4	4,3
Animaux vivants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Amande de karité et autres oléagineux	93,7	76,8	40,2	50,8	13,8	43,8	34,8	98,5
Caoutchouc	158,4	170,9	185,5	203,1	221,3	242,1	234,5	268,9
Bois et ouvrages en bois	575,2	503,0	537,1	539,1	381,0	435,1	359,3	438,6
Banane	234,5	286,4	290,8	264,3	257,0	335,6	320,1	369,4
Ananas	143,3	131,0	113,4	82,2	68,2	67,9	75,8	78,2
Oignons	0,1	0,0	0,0	0,1	0,2	4,4	1,6	1,5
Ciment et Clinker	449,7	360,3	468,8	360,0	283,4	188,8	98,9	78,4
IMPORTATION CAF	9 199,6	9 270,6	9 784,8	8 873,4	9 951,0	10 137,0	8 156,8	11 402,4
Biens de consommation	1 737,9	1 821,4	1 749,4	1 743,1	2 412,3	2 242,9	2 186,9	2 850,3
dont produits alimentaires	1 728,2	1 810,5	1 738,2	1 730,3	2 396,3	2 228,5	2 170,5	2 827,1
Produits énergétiques	5 197,8	4 943,5	5 106,3	4 020,3	4 440,0	4 446,2	3 173,5	4 482,2
Biens intermédiaires	1 931,9	2 161,4	2 507,0	2 631,3	2 511,0	2 840,2	2 339,8	3 234,4
Biens d'équipement	119,4	136,6	162,0	174,6	201,3	207,8	158,1	391,2

Sources : Statistiques douanières, BCEAO

Tableau 17 : Principaux produits échangés par la Guinée-Bissau (en milliers de tonnes)

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
EXPORTATION FOB	216,9	82,0	185,0	157,3	134,8	216,7	174,4	127,2
Produits du cacao	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Produits du café	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Produits du coton	0,0	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Produits de l'arachide	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Produits de l'anacarde	98,2	72,5	105,2	90,6	124,4	113,3	157,7	116,2
Or et métaux précieux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Phosphate	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Uranium	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Produits pétroliers	2,4	1,6	31,5	2,5	3,3	3,0	1,7	0,0
Produits de la pêche	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Produits chimiques	0,0	0,2	0,1	0,0	0,1	0,2	0,7	0,0
Huile de palme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1
Tabacs et cigarettes	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Animaux vivants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Amande de karité et autres oléagineux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,4
Caoutchouc	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bois et ouvrages en bois	0,6	0,7	0,7	59,1	3,1	3,6	3,8	5,2
Banane	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ananas	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Oignons	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ciment et Clinker	0,2	0,0	0,8	0,0	0,0	16,5	3,0	0,0
IMPORTATION CAF	255,35	364,87	234,76	784,52	340,45	342,70	395,49	252,69
Biens de consommation	127,7	208,5	129,3	249,6	191,4	176,5	214,3	136,0
dont produits alimentaires	127,1	207,7	128,8	249,1	190,5	175,1	200,5	135,1
Produits énergétiques	61,5	82,3	34,9	56,0	72,1	82,6	51,7	24,0
Biens intermédiaires	48,5	49,3	52,2	457,6	59,0	58,0	94,1	71,8
Biens d'équipement	7,4	10,3	8,7	10,1	7,7	12,9	19,8	10,8

Sources : Statistiques douanières, BCEAO

Tableau 18 : Principaux produits échangés par le Mali (en milliers de tonnes)

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
EXPORTATION FOB	416,0	426,0	320,6	396,0	332,1	405,4	852,7	832,7
Produits du cacao	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Produits du café	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	2,6	1,5
Produits du coton	260,8	229,4	151,4	143,3	95,0	118,3	125,9	157,6
Produits de l'arachide	0,2	1,1	1,6	3,4	1,8	3,1	4,0	3,8
Produits de l'anacarde	1,8	0,8	3,0	3,5	4,2	5,1	10,6	9,6
Or et métaux précieux	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0
Phosphate	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1
Uranium	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Produits pétroliers	15,6	14,5	8,9	27,1	22,6	35,8	50,8	15,7
Produits de la pêche	0,4	0,3	0,6	0,5	0,5	0,3	0,9	0,2
Produits chimiques	1,5	3,9	4,6	29,7	43,9	54,9	261,7	273,1
Huile de palme	2,8	3,2	0,1	0,0	0,4	0,2	5,4	0,0
Tabacs et cigarettes	0,1	0,1	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0
Animaux vivants	39,0	26,4	30,5	70,7	50,6	39,7	52,1	63,9
Amande de karité et autres oléagineux	26,4	27,3	36,1	21,3	9,7	11,1	15,7	9,4
Caoutchouc	0,0	0,1	0,6	0,7	0,1	0,0	0,0	0,0
Bois et ouvrages en bois	0,1	0,0	0,9	4,0	0,2	0,4	0,7	0,6
Banane	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ananas	3,1	8,6	6,6	8,6	5,8	13,9	20,2	22,6
Oignons	0,0	0,1	0,2	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Ciment et Clinker	0,0	0,0	1,4	0,0	0,0	0,8	3,2	0,2
IMPORTATION CAF	2 688,0	2 758,2	2 810,2	4 236,3	3 902,9	3 919,2	4 419,0	4 703,2
Biens de consommation	683,7	782,5	588,1	621,7	813,8	854,0	899,9	1 128,8
dont produits alimentaires	679,1	775,3	580,5	612,1	806,5	845,1	892,4	1 118,2
Produits énergétiques	609,6	605,9	670,8	672,5	761,7	801,9	912,9	929,6
Biens intermédiaires	1 234,0	1 190,9	1 352,7	2 685,0	1 940,0	1 989,7	2 311,1	2 306,8
Biens d'équipement	90,4	92,3	104,7	140,4	132,5	154,4	165,0	197,4

Sources : Statistiques douanières, BCEAO

Tableau 19 : Principaux produits échangés par le Niger (en milliers de tonnes)

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
EXPORTATION FOB	208,1	263,0	279,3	250,6	213,7	280,6	250,7	512,4
Produits du cacao	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1
Produits du café	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,1
Produits du coton	1,2	0,9	0,4	0,7	0,6	0,5	0,5	1,2
Produits de l'arachide	1,9	1,1	0,1	0,4	0,3	0,2	0,4	1,0
Produits de l'anacarde	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Or et métaux précieux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,9	1,8	1,7
Phosphate	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Uranium	8,7	9,0	3,4	3,1	3,2	3,9	4,2	4,6
Produits pétroliers	10,5	1,2	10,4	11,1	7,4	9,7	10,2	220,7
Produits de la pêche	2,3	0,7	0,3	0,6	0,4	0,4	0,8	0,8
Produits chimiques	2,5	1,8	1,7	1,6	9,0	3,3	1,0	1,6
Huile de palme	0,3	3,7	2,3	0,6	2,3	3,1	3,4	6,0
Tabacs et cigarettes	0,9	1,4	0,9	1,0	1,3	1,7	1,4	1,3
Animaux vivants	36,5	46,8	37,4	59,7	63,0	101,3	50,2	47,5
Amande de karité et autres oléagineux	2,8	1,7	1,9	1,0	1,3	4,9	2,4	3,7
Caoutchouc	0,0	0,1	0,5	0,2	0,2	0,2	0,0	0,0
Bois et ouvrages en bois	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1
Banane	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ananas	0,4	1,7	1,8	1,3	1,8	3,4	5,4	5,9
Oignons	79,6	69,0	62,2	75,4	48,5	48,6	43,3	85,7
Ciment et Clinker	1,1	0,8	0,3	0,0	0,0	0,0	1,2	0,0
IMPORTATION CAF	1 208,2	1 118,4	1 388,6	1 273,1	1 429,6	1 826,8	1 561,8	1 798,5
Biens de consommation	596,4	520,5	463,8	502,3	478,5	607,6	507,1	876,2
dont produits alimentaires	593,0	515,7	458,9	496,9	471,9	599,3	498,5	865,8
Produits énergétiques	152,2	137,6	228,4	182,3	229,2	298,4	273,6	35,4
Biens intermédiaires	365,2	362,7	442,8	450,6	525,7	573,3	585,7	623,3
Biens d'équipement	31,3	35,6	39,8	48,8	96,2	191,9	80,5	121,9

Sources : Statistiques douanières, BCEAO

Tableau 20 : Principaux produits échangés par le Sénégal (en milliers de tonnes)

	2 005	2 006	2 007	2 008	2 009	2 010	2 011	2 012
EXPORTATION FOB	2 907,8	3 165,2	3 074,0	3 329,1	3 369,9	4 253,2	4 519,3	4 794,7
Produits du cacao	0,3	1,0	1,2	1,2	1,5	1,5	5,6	3,1
Produits du café	0,3	0,6	0,2	0,1	0,0	0,1	0,1	0,2
Produits du coton	17,2	19,9	21,8	14,2	9,0	12,6	13,7	10,4
Produits de l'arachide	37,5	113,6	134,7	20,2	46,0	82,6	109,3	37,0
Produits de l'anacarde	1,4	2,8	2,5	0,1	1,0	0,1	0,0	0,3
Or et métaux précieux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Phosphate	10,4	10,8	15,0	164,9	43,8	65,3	118,5	208,1
Uranium	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Produits pétroliers	507,9	631,1	448,3	746,5	642,5	722,6	360,0	345,7
Produits de la pêche	121,5	115,9	115,0	79,0	94,9	91,3	110,8	107,9
Produits chimiques	639,3	273,7	374,3	357,2	336,9	370,4	461,9	429,4
Huile de palme	0,5	2,5	1,5	0,3	0,0	2,9	1,1	2,0
Tabacs et cigarettes	2,3	2,4	4,9	7,0	7,4	6,1	6,5	6,0
Animaux vivants	0,1	0,0	0,0	0,3	0,1	0,0	0,0	0,0
Amande de karité et autres oléagineux	0,3	11,0	3,1	1,4	3,3	6,7	3,4	4,8
Caoutchouc	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,2	0,0
Bois et ouvrages en bois	1,8	2,0	3,8	2,3	2,9	2,8	4,3	6,5
Banane	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ananas	4,3	7,1	8,9	6,9	6,7	4,2	6,8	8,3
Oignons	0,2	0,1	0,1	0,3	0,3	0,2	0,7	0,9
Ciment et Clinker	698,6	851,5	849,2	935,2	1 187,7	1 788,7	2 150,2	2 380,2
IMPORTATION CAF	6 369,1	5 454,2	6 966,1	6 626,9	5 724,3	6 573,7	5 805,9	7 064,3
Biens de consommation	2 387,5	1 827,1	2 258,5	2 328,6	1 963,1	1 924,6	2 082,8	2 562,6
dont produits alimentaires	2 377,8	1 817,4	2 246,5	2 314,6	1 950,8	1 915,2	2 072,1	2 548,1
Produits énergétiques	1 927,2	1 904,1	2 423,3	2 310,7	1 974,6	2 457,1	2 451,6	2 419,0
Biens intermédiaires	1 766,8	1 422,7	1 928,7	1 564,1	1 391,5	1 839,7	919,2	1 635,6
Biens d'équipement	102,6	121,3	142,6	179,9	165,3	159,5	168,4	194,6

Sources : Statistiques douanières, BCEAO

Tableau 21 : Principaux produits échangés par le Togo (en milliers de tonnes)

	2 005	2 006	2 007	2 008	2 009	2 010	2 011	2 012
EXPORTATION FOB	3 077,9	4 087,7	4 945,1	1 740,4	2 655,3	2 435,4	2 084,2	2 333,9
Produits du cacao	29,8	10,7	4,3	25,6	43,9	22,9	26,1	3,2
Produits du café	6,7	4,4	3,5	4,4	4,8	10,6	12,0	4,0
Produits du coton	29,1	26,8	23,9	93,1	110,6	105,6	144,8	35,0
Produits de l'arachide	0,1	0,0	0,8	1,8	4,4	2,5	23,2	2,7
Produits de l'anacarde	0,1	0,1	0,1	1,3	0,1	2,2	6,1	2,0
Or et métaux précieux	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1	0,3	0,7
Phosphate	1 020,0	877,8	764,7	0,0	607,0	510,8	114,7	90,4
Uranium	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Produits pétroliers	128,3	265,8	342,0	309,4	217,2	186,0	130,7	210,5
Produits de la pêche	6,1	3,5	0,3	14,7	5,3	1,2	1,1	0,7
Produits chimiques	8,4	14,3	24,3	40,9	57,9	80,5	86,8	54,0
Huile de palme	8,7	0,9	2,3	6,7	8,7	3,9	3,0	31,0
Tabacs et cigarettes	0,0	0,0	0,0	0,4	0,1	0,2	0,1	0,1
Animaux vivants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2,0	0,1	0,0
Amande de karité et autres oléagineux	16,3	1,0	0,0	2,7	0,3	3,6	9,5	15,1
Caoutchouc	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bois et ouvrages en bois	10,9	4,8	6,5	5,0	5,7	1,8	3,3	2,1
Banane	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ananas	0,0	0,0	0,1	0,1	0,0	0,2	0,4	0,6
Oignons	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ciment et Clinker	1 547,4	2 609,0	3 400,2	840,8	1 126,5	1 173,2	1 138,2	1 474,0
IMPORTATION CAF	3 586,6	3 812,4	4 189,2	2 674,4	3 921,9	3 893,9	4 060,8	3 698,3
Biens de consommation	415,8	492,7	408,1	363,2	418,3	413,4	535,3	642,2
dont produits alimentaires	412,2	488,1	402,9	358,0	412,8	407,4	529,3	635,2
Produits énergétiques	1 760,4	1 573,8	1 552,6	858,5	1 572,8	1 532,8	1 650,0	629,2
Biens intermédiaires	1 221,4	1 527,9	1 985,6	1 216,2	1 659,3	1 690,3	1 534,9	2 078,8
Biens d'équipement	69,8	83,4	86,5	84,5	82,6	91,6	121,4	125,9

Sources : Statistiques douanières, BCEAO

Tableau 22 : Principaux produits échangés par l'UEMOA (en milliers de tonnes)

	2 005	2 006	2 007	2 008	2 009	2 010	2 011	2 012
EXPORTATION FOB	16 850,0	19 614,6	19 046,4	16 565,0	18 697,5	18 829,5	18 144,0	20 597,2
Produits du cacao	1 347,6	1 237,4	1 120,2	1 151,7	1 291,2	1 143,0	1 405,6	1 357,1
Produits du café	107,4	105,3	134,0	81,5	98,9	114,0	53,7	95,5
Produits du coton	853,1	738,0	637,9	561,1	551,5	569,4	582,5	580,8
Produits de l'arachide	67,6	118,5	138,3	33,3	54,5	88,7	137,1	47,1
Produits de l'anacarde	341,8	353,3	427,0	503,4	563,2	573,6	615,4	714,1
Or et métaux précieux	0,1	0,1	0,1	1,1	0,2	2,4	2,2	2,6
Phosphate	1 030,4	888,6	779,7	164,9	650,8	576,1	233,2	298,9
Uranium	8,7	9,0	3,4	3,1	3,2	3,9	4,2	4,6
Produits pétroliers	5 260,9	7 210,0	5 667,1	6 524,2	7 439,8	6 368,1	5 125,4	5 356,7
Produits de la pêche	164,6	160,4	167,1	145,7	158,2	137,4	147,3	155,1
Produits chimiques	877,2	609,0	654,3	699,2	667,0	734,3	1 024,8	991,1
Huile de palme	135,0	125,6	101,1	111,3	230,2	216,7	268,5	318,7
Tabacs et cigarettes	7,8	9,5	11,3	12,8	13,1	11,3	12,1	12,2
Animaux vivants	90,3	87,2	80,4	151,8	132,9	154,2	114,8	116,9
Amande de karité et autres oléagineux	325,4	368,5	318,6	184,6	143,8	219,9	588,0	305,7
Caoutchouc	158,4	171,1	186,7	204,1	221,6	242,4	234,9	269,0
Bois et ouvrages en bois	626,7	552,9	579,4	626,0	415,7	470,6	444,7	619,6
Banane	234,5	286,4	290,8	264,4	257,1	335,6	320,1	369,4
Ananas	157,8	156,7	139,4	106,2	87,5	96,4	115,7	124,5
Oignons	80,0	71,2	64,2	81,4	49,9	53,3	47,0	105,3
Ciment et Clinker	2 829,1	3 920,9	4 759,2	2 138,5	2 634,7	3 178,9	3 395,3	3 949,2
IMPORTATION CAF	27 521,9	27 144,0	30 873,8	30 620,1	31 989,4	33 489,5	31 217,1	36 600,0
Biens de consommation	7 251,4	7 001,1	7 455,0	7 676,6	8 209,1	8 115,7	8 091,1	10 472,7
dont produits alimentaires	7 209,1	6 952,0	7 402,0	7 616,5	8 147,4	8 055,8	8 013,0	10 385,5
Produits énergétiques	10 396,1	10 041,7	11 082,1	9 745,2	10 964,2	11 565,9	10 458,1	9 975,5
Biens intermédiaires	8 487,3	8 572,4	10 378,6	11 126,9	10 421,6	11 396,0	10 471,0	13 257,5
Biens d'équipement	535,4	595,6	693,0	819,5	884,6	1 035,6	951,8	1 333,3

Sources : Statistiques douanières, BCEAO



BCEAO

BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Avenue Abdoulaye Fadiga
BP 3108 - Dakar - Sénégal
www.bceao.int